

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LE
DROIT DE MUTATION
ET LA
PROPRIÉTÉ APPARENTE
EN MATIÈRE DE CONGRÉGATION

THÈSE DE DOCTORAT
SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE LYON LE 14 JUIN 1909

PAR

PIERRE TURC

Receveur-Rédacteur près la Direction de l'Enregistrement, à Lyon



LYON
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE AUG. GENESTÉ
71, rue Molière, 71

—
1909

Le DROIT de MUTATION et la PROPRIÉTÉ APPARENTE

EN MATIÈRE DE CONGRÉGATION

UNIVERSITÉ DE LYON, FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C., ✱, I. ✱, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ✱, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ✱, professeur de Droit civil, Doyen.

THALLER, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ✱, professeur honoraire,

COHENDY, O. ✱, I. ✱, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ✱, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ✱, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✱, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ✱, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ✱, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ✱, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, A. ✱, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, A. ✱, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ✱, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ✱, professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ✱, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. ✱, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. GARRAUD.

Suffragants : MM. FLURER et Jean APPLETON.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LE
DROIT DE MUTATION
ET LA
PROPRIÉTÉ APPARENTE
EN MATIÈRE DE CONGRÉGATION

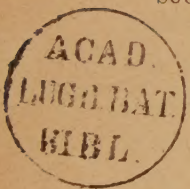
THÈSE DE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE LYON LE 14 JUIN 1909

PAR

PIERRE TURC

Receveur-Rédacteur près la Direction de l'Enregistrement, à Lyon



LYON

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE Aug. GENESTE
71, rue Molière, 71

—
1909

INTRODUCTION

L'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1901 définit l'association : « La convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que le partage des bénéfices. »

D'après l'article 2, les associations de personnes « peuvent se former librement sans autorisation ni déclaration préalable ». Mais elles ne jouissent de la capacité juridique, ou, en d'autres termes, elles ne constituent un être moral capable d'ester en justice, d'acquérir, à titre onéreux, de posséder et d'administrer, qu'autant qu'elles ont été rendues publiques dans les conditions prévues par l'article 5 ; elles peuvent, en outre, dans certains cas, être déclarées d'utilité publique, et elles se trouvent alors habilitées à recevoir des dons et legs (articles 10 et 11).

Ce régime ne s'applique pas aux congrégations ou communautés qui sont des associations de personnes soumises à la même règle, vivant sous une direction unique et vouées pour le bien de la religion, soit à la vie contemplative, soit à une œuvre d'instruction ou de bienfaisance.

La difficulté qui fait l'objet de cette étude se rattache à la situation qui a amené le législateur à les soumettre à des règles spéciales et qu'il importe, dès lors, d'exposer brièvement,

Dès avant la loi de 1901, les congrégations non autorisées devaient être considérées comme inexistantes et par conséquent comme incapables d'acquérir et de posséder. Il est de principe, en effet, qu'il n'appartient qu'aux pouvoirs publics de conférer à une collectivité la personnalité civile. Or, les lois qui, antérieurement à celle de 1901, formaient la base de notre droit public en matière de congrégations non autorisées étaient : la loi du 13 février 1790 qui dépouille de la personnalité civile les congrégations qui en étaient revêtues ; celle du 17 août 1792 qui prohibe les congrégations et punit leur existence de fait ; le décret du 3 messidor an XII qui permet l'existence de fait à la condition expresse qu'elle aura été autorisée ; la loi du 2 janvier 1817 aux termes de laquelle la personnalité civile ne peut être conférée aux congrégations que par une loi ; enfin, la loi du 24 mai 1825 et le décret du 31 décembre 1852 qui décide que les congrégations de femmes peuvent être autorisées par simple décret.

La situation ne prêtait donc à aucune équivoque : les congrégations ne constituaient des personnes civiles que dans les cas prévus par les lois de 1817 et 1825, c'est-à-dire à condition d'avoir été autorisées par loi, s'il s'agissait d'une congrégation d'hommes, ou par un décret, s'il s'agissait d'une congrégation de femmes ; mais, dans tous les cas, une autorisation était indispensable pour attribuer à ces collectivités une existence juridique. Toute congrégation non reconnue était donc inexistante aux yeux de la loi, et, par suite, inhabile à posséder et à acquérir, puisque la première condition pour posséder est d'être conçu (comp. C. c., art. 906) et qu'un droit de propriété

qui ne reposerait sur la tête de personne serait lui-même inexistant.

Il n'est pas besoin de rappeler que, en dépit de la loi et avec la tolérance plus ou moins avouée des pouvoirs publics, de nombreuses congrégations non pourvues de l'autorisation requise avaient réussi, non seulement à s'établir en France, mais à assurer leur fonctionnement à l'aide d'un patrimoine occulte dont on a sans doute exagéré l'importance, mais qui était considérable.

Dans l'impossibilité, à défaut de personnalité civile, d'acquérir au nom de la collectivité et de faire reposer ostensiblement sur sa tête les biens composant ce patrimoine, elles ne possédaient que par interposition de personnes.

Ces propriétaires apparents étaient, soit des sociétés civiles, soit des membres de la congrégation, soit des personnes pieuses qui prêtaient leurs noms pour déguiser le véritable détenteur, celui qui, contrairement à la loi, exerçait en fait tous les droits inhérents à la propriété.

Le législateur de 1901 ne s'est pas borné à soumettre les congrégations à un régime destiné à prévenir désormais le retour de ces abus ; il a voulu en outre mettre fin à la situation antérieure, soit en la régularisant par voie d'autorisation rétroactive pour les congrégations qui solliciteraient et obtiendraient cette faveur, soit en prononçant la dissolution de celles qui ne seraient pas autorisées, en ordonnant la liquidation de leurs biens et en réglant l'emploi qui serait fait du produit de ces biens.

Tel est l'objet des articles 13 et suivants de la loi nouvelle.

L'article 13 dispose que : « Aucune congrégation reli-

gieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi, qui déterminera les conditions de son fonctionnement. »

L'article 16 déclare « illicite » toute congrégation formée sans autorisation et punit de peines pécuniaires et afflictives ceux qui en auraient fait partie.

Le sort des biens des congrégations qui ne se mettraient pas en règle avec la loi est déterminé par les articles 17 et 18 ; ils sont ainsi conçus :

Article 17 : « Sont nuls tous actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée, ou toute autre voie indirecte, ayant pour objet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées de se soustraire aux dispositions des articles 2, 6, 9, 11, 13, 14 et 16.

« Sont légalement présumées personnes interposées au profit des congrégations religieuses, mais sous réserve de la preuve contraire :

« 1° Les associés à qui ont été consenties des ventes ou fait des dons et legs, à moins, s'il s'agit de dons ou legs, que le bénéficiaire ne soit l'héritier en ligne directe du disposant ;

« 2° L'associé ou la société civile ou commerciale composée en tout ou partie des membres de la congrégation, propriétaire de tout immeuble occupé par l'association ;

« 3° Le propriétaire de tout immeuble occupé par l'association après qu'elle aura été déclarée illicite. La nullité pourra être prononcée, soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé. »

Article 18 : « Les congrégations existantes au moment de la promulgation de la présente loi qui n'auraient pas

été antérieurement autorisées ou reconnues devront, dans le délai de trois mois, justifier qu'elles ont fait les diligences nécessaires pour se conformer à ses prescriptions.

« A défaut de cette justification, elles sont réputées dissoutes de plein droit. Il en sera de même des congrégations auxquelles l'autorisation aura été refusée.

« La liquidation des biens détenus par elles aura lieu en justice. Le tribunal, à la requête du ministère public, nommera, pour y procéder, un liquidateur qui aura pendant toute la durée de la liquidation les pouvoirs d'un administrateur séquestre.

« Le jugement ordonnant la liquidation sera rendu public dans la forme prescrite pour les annonces légales.

« Les biens et les valeurs appartenant aux membres de la congrégation antérieurement à leur entrée dans la congrégation, ou qui leur seraient échus depuis, soit par succession *ab intestat* en ligne directe ou collatérale, soit par donation ou legs en ligne directe, leur seront restitués.

« Les dons ou legs qui leur auraient été faits autrement qu'en ligne directe pourront être également revendiqués, mais à charge par les bénéficiaires de faire la preuve qu'ils n'ont pas été les personnes interposées prévues par l'article 17.

« Les biens et valeurs acquis à titre gratuit et qui n'auraient pas été spécialement affectés par l'acte de libéralité à une œuvre d'assistance pourront être revendiqués par le donateur, ses héritiers ou ayants droit, ou par les héritiers ou ayants droit du testateur, sans qu'il puisse leur être opposé aucune prescription pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation.

« Si les biens ou valeurs ont été donnés ou légués en

vue de gratifier non les congréganistes, mais de pourvoir à une œuvre d'assistance, ils ne pourront être revendiqués qu'à charge de pourvoir à l'accomplissement du but assigné à la libéralité.

« Toute action en reprise ou revendication devra, à peine de forclusion, être formée contre le liquidateur dans le délai de six mois à partir de la publication du jugement. Les jugements rendus contradictoirement avec le liquidateur et ayant acquis l'autorité de la chose jugée sont opposables à tous les intéressés.

« Passé le délai de six mois, le liquidateur procédera à la vente en justice de tous les immeubles qui n'auraient pas été revendiqués ou qui ne seraient pas affectés à une œuvre d'assistance.

« Le produit de la vente, ainsi que toutes les valeurs mobilières, sera déposé à la caisse des dépôts et consignations.

« L'entretien des pauvres hospitalisés sera, jusqu'à l'achèvement de la liquidation, considéré comme frais privilégiés de la liquidation.

« S'il n'y a pas contestation ou lorsque toutes les actions formées dans le délai prescrit auront été jugées, l'actif net est réparti entre les ayants droit.

« Le règlement d'administration publique visé par l'article 20 de la présente loi déterminera, sur l'actif resté libre après le prélèvement ci-dessus prévu, l'allocation en capital ou sous forme de rente viagère qui sera attribuée aux membres de la congrégation dissoute qui n'auraient pas de moyens d'existence assurés ou qui justifieraient avoir contribué à l'acquisition des valeurs mises en distribution, par le produit de leur travail personnel. »

La plupart des congrégations qui existaient sans être autorisées au moment de la promulgation de la loi de 1901, ou n'ont pas fait les diligences nécessaires pour être reconnues, ou ont vu leur demande repoussée. Elles ont été dès lors réputées dissoutes de plein droit et il a été procédé à la liquidation des biens détenus par elles dans la forme prescrite par le troisième alinéa de l'article 18.

Le liquidateur séquestre, nommé par le tribunal, a pris possession de tous les biens affectés à un titre quelconque à l'accomplissement de leur œuvre. Cette mainmise a provoqué d'innombrables réclamations qui, le plus souvent, ont été soumises à l'appréciation des tribunaux.

Les actions en revendication ont été intentées dans la plupart des cas par les personnes à qui les biens compris dans la liquidation étaient censés appartenir en vertu des titres constitutifs de la propriété.

Lorsque leurs prétentions ont été admises, lorsque les tribunaux ont reconnu que les demandeurs étaient réellement propriétaires des biens revendiqués par eux et qu'ils n'ont fait que confirmer leur titre, la décision n'a soulevé aucune difficulté au point de vue fiscal : maintenant le droit du propriétaire désigné par les actes et déclarations soumis à l'enregistrement, elle n'apporte, en effet, en ce qui concerne le titulaire de ce droit, aucun changement à la situation antérieure. Du moment que la propriété continue à résider sur la même tête qu'auparavant, il est évident que le jugement n'a pas d'effet translatif et qu'il n'est passible que du droit fixe.

Il n'en est plus de même lorsque le tribunal, par application de l'article 17, rejette les prétentions du revendiquant.

On a vu que cet article, — qui ne fait en somme que déduire de la législation antérieure les conséquences que le défaut de personnalité civile a eues nécessairement sur la validité des actes passés, ouvertement au nom des congrégations non autorisées, ou clandestinement pour leur compte, — déclare tous ces actes nuls, et cela non seulement quand la congrégation a agi elle-même comme partie contractante, mais aussi, et c'est de beaucoup le cas le plus fréquent, quand les actes ont été accomplis « par une personne interposée ou toute autre voie indirecte ».

Dans le cas d'interposition de personnes, la congrégation n'apparaît pas et rien dans l'acte ne révèle le rôle du prête-nom ; c'est lui personnellement qui est institué légataire ou donataire ou, si la transmission a eu lieu à titre onéreux, c'est lui que la convention désigne comme le véritable acquéreur ; et cette qualité, qu'il en ait été investi à titre onéreux ou gratuit, lui appartient exclusivement à l'égard des tiers. L'administration qui est un tiers puisque, si elle enregistre les actes et mutations, elle n'y est pas partie, ne connaît ainsi que le prête-nom.

Lors donc que celui-ci revendique un immeuble dont la propriété reposait ostensiblement sur sa tête, la décision qui écarte sa demande comme émanant d'une personne interposée, prononce la nullité de l'acte qu'il invoque et maintient l'appréhension par le liquidateur du bien litigieux, ne laisse pas les choses dans l'état où elles étaient avant le jugement. Elle ne dépouille pas, il est vrai, le prête-nom d'un droit qu'il n'a jamais effectivement possédé, mais elle le dépouille de la qualité, attributive de ce droit à l'égard des tiers, que lui conférait le titre annulé, et elle établit que la propriété dont il était resté

jusque-là investi en apparence reposait en réalité sur une autre tête que la sienne.

C'est à raison de ce résultat que l'administration de l'Enregistrement a prescrit à ses préposés de soumettre les jugements rendus dans les conditions qui viennent d'être exposées à la perception du droit de mutation à 7 %, calculé sur la valeur vénale de l'immeuble qui est censé passer d'une tête sur une autre.

La question ne s'est posée jusqu'ici qu'au sujet de ceux des immeubles appréhendés par les liquidateurs qui ont fait l'objet d'une demande en revendication rejetée par les tribunaux ; mais elle ne manquera pas d'être soulevée au sujet des autres immeubles compris dans l'actif à liquider, quoique appartenant en apparence à d'autres personnes qu'à la congrégation et dont ces personnes n'ont pas jugé à propos de réclamer la restitution. Elles se trouvent actuellement forcloses par l'expiration du délai qui leur avait été imparti et l'immeuble est définitivement englobé dans la masse des biens auxquels s'applique la liquidation ; il n'appartient donc plus au propriétaire que désignait le titre considéré par le liquidateur comme sans valeur et il s'est produit une mutation identique, quant à l'effet, à celle qui serait résultée d'un jugement déboutant le titulaire ; la seule différence est que la mutation n'est pas constatée par un acte judiciaire ou extra-judiciaire. Or, l'exigibilité du droit de mutation immobilière n'est pas subordonnée à l'existence d'un acte. Elle s'attache au fait même de la mutation que les parties sont tenues de déclarer dans le délai déterminé par la loi. En conséquence, l'impôt est dû pour cela seul que la mutation s'est accomplie et aussi bien dans le cas où elle a pour

cause l'inaction du prête-nom qui a renoncé à faire valoir son droit que dans celui où le titre du prête-nom a été judiciairement annulé.

Ces quelques indications suffisent pour faire ressortir l'importance au point de vue budgétaire du débat qui s'est élevé entre les liquidateurs et l'administration ; l'intérêt n'est pas moindre au point de vue doctrinal, non pas seulement parce que les auteurs de la loi de 1901 n'ont vraisemblablement pas prévu les exigences fiscales auxquelles ils exposaient les liquidateurs, mais surtout parce que la discussion porte sur des principes qui mettent en contradiction la loi fiscale avec la loi civile, trouvant leur fondement plutôt dans la jurisprudence que dans la loi elle-même et dont l'application dans le cas envisagé soulève les questions les plus délicates.

DIVISION

Pour permettre de se former une idée exacte des causes qui expliquent et justifient le débat auquel donne lieu la réclamation du droit de mutation sur un fait juridique qui, envisagé en lui-même, n'est pas translatif, puisqu'il a simplement pour effet de faire apparaître le propriétaire réel dont le droit était préexistant mais dissimulé, il importe d'exposer avec quelques détails les fondements de la doctrine qui assimile au point de vue de l'exigibilité de l'impôt à une mutation réelle un changement qui, sans toucher au fond des choses, ne porte que sur le titre apparent et sur la qualité que ce titre confère.

Tel sera l'objet de la première partie de cette thèse.

Nous examinerons, dans une seconde partie, si, eu égard au régime des congrégations non autorisées avant et après la loi de 1901, et aux dispositions de ladite loi relatives aux biens composant leur patrimoine, les principes en vertu desquels le droit de mutation frappe le déplacement purement apparent de la propriété au même titre que le déplacement réel trouvent leur application dans le cas qui nous occupe.

CHAPITRE PREMIER

Théorie fiscale de la Propriété apparente.

En droit fiscal, la mutation s'entend de l'acte ou du fait juridique qui transporte à une personne tout ou partie des droits appartenant à une autre; mais cette expression s'applique spécialement au changement qui s'opère dans la propriété d'un bien par l'effet d'une transmission, ou, pour employer une expression consacrée, « au passage de la propriété d'une tête sur une autre ».

La loi du 22 frimaire an VII pose en règle générale, par son article 4, que : « le droit proportionnel est établi pour les obligations, libérations, condamnations, collocations ou liquidations de sommes et valeurs et pour toute transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre vifs, soit par décès. »

Il ne faudrait pas se méprendre sur la portée de cette disposition et en conclure que tout acte translatif, toute mutation est nécessairement assujettie à l'impôt.

L'article 4 doit être entendu dans ce sens que la mutation ou la convention transmissive, quels qu'en soient l'objet et la nature, qu'elle soit ou non obligatoirement sujette à la formalité, ne peut jamais être enregistrée au droit fixe et donne toujours ouverture au droit proportionnel.

C'est qu'en effet toutes les mutations n'ont pas été soumises au même régime fiscal par la loi du 22 frimaire an VII.

A l'époque où ont été codifiés les divers textes qui forment la loi fondamentale de l'enregistrement, la fortune publique était presque exclusivement immobilière et parmi les ressources qu'escomptait le législateur en établissant cet impôt, le produit des mutations d'immeuble était de beaucoup la plus importante. Si donc il ne voulait pas être déçu dans ses prévisions, il devait avant tout se préoccuper d'édicter un ensemble de mesures susceptibles de déjouer les combinaisons ayant pour objet de soustraire à l'impôt les mutations de cette nature. C'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue pour se rendre compte de la portée des dispositions auxquelles elles ont été spécialement soumises.

En ce qui concerne les meubles et objets mobiliers, la loi de l'an VII admet d'une manière générale que le fait même de la transmission autrement que par décès ne donne pas ouverture à l'impôt ; elle ne les atteint qu'à raison de certaines circonstances extrinsèques, telles que la forme authentique de l'acte qui les constate, l'usage qui en est fait en justice ou par acte public ou bien encore la présentation volontaire de cet acte à la formalité. Par elle-même, elles ne sont pas assujetties à l'enregistrement dans un délai déterminé.

Il en est tout autrement des mutations d'immeubles ; elles sont obligatoirement soumises à l'enregistrement dans un délai préfix, qu'elles s'opèrent à titre gratuit ou à titre onéreux, entre vifs ou par décès ; l'impôt est encouru par le fait seul du passage de la propriété d'une

tête sur une autre, indépendamment de toute preuve littérale.

Comme la transmission des immeubles peut se réaliser par conventions écrites, par conventions verbales ou même par l'événement d'une condition, le législateur a pris des dispositions qui, dans sa pensée, visaient tous les cas, de manière qu'aucune mutation ne puisse échapper à la formalité de l'enregistrement, soit qu'on l'avoue, soit qu'on la dissimule, soit qu'on la réalise sous une forme quelconque.

Ces mesures font l'objet des articles 12, 22 et 38 de la loi du 22 frimaire an VII et 4 de la loi du 27 ventôse an IX.

Il en résulte que si la convention est écrite, l'acte doit être enregistré sous peine de droit en sus et dans un délai qui varie suivant qu'il est fait sous seing privé ou qu'il est reçu par un officier public.

Si la convention est verbale, elle est assimilée aux actes rédigés sous signature privée, et elle doit également être déclarée par les nouveaux possesseurs dans un délai fixé et sous l'application de la même peine.

Enfin si la mutation a été dissimulée, si l'acte qui la constate n'a pas été enregistré, ou si la convention verbale dont elle fait l'objet n'a pas été déclarée, l'administration est autorisée à l'établir et à poursuivre le recouvrement des droits exigibles à l'aide des présomptions légales : « La mutation d'un immeuble en propriété ou en usufruit, porte l'article 12 de la loi du 22 frimaire an VII, sera suffisamment établie, relativement à la demande des droits, soit par des paiements faits d'après le rôle des contributions foncières, soit par des baux passés par le

nouveau possesseur, soit enfin par des transactions ou autres actes qui constateront sa propriété ou son usufruit. »

Ainsi, et en résumé, l'enregistrement de toute mutation de propriété de biens immeubles est obligatoire en toute hypothèse dans le délai prévu par la loi. S'il existe un acte, il doit être représenté et s'il n'en existe pas, il doit y être suppléé par la déclaration des parties.

Malgré l'intention manifeste du législateur, toutes ces précautions auraient été vaines et l'impôt aurait pu être facilement éludé s'il eût été loisible aux parties de se prévaloir d'accords secrets pour soutenir que le véritable propriétaire n'était pas celui que révèlent les actes ou déclarations enregistrés.

La fraude aurait pu librement s'exercer sans crainte de répression ; d'une part, pour faire tomber les présomptions graves, précises et concordantes établissant l'existence d'une mutation, il aurait suffi aux contractants d'invoquer ces prétendues conventions dissimulées jusqu'alors et fabriquées ou non pour les besoins de la cause, attribuant à l'acquéreur apparent le rôle de mandataire, de prête-nom ou de *negotiorum gestor* ; d'autre part, et en dehors de toute réclamation, rien ne les eût empêchés de réaliser le transfert de la propriété sans acquitter l'impôt en faisant décider par un jugement d'expédient ou sur contestations purement fictives, que l'acquisition n'a pas été faite pour le compte du contractant à qui la qualité d'acquéreur a été attribuée par le titre constitutif de la propriété, et que cette désignation est le résultat d'une erreur ou répond à une entente concertée entre l'acquéreur réel, qui ne voulait pas se faire connaître, et son représentant.

Dans ce cas en droit civil, il ne se produit pas une véritable mutation, l'acte ou le jugement est censé restituer à chacune des parties son véritable rôle. L'acquéreur originaire reste celui au nom de qui a agi le prête-nom : son droit préexistait ; il n'est pas modifié ; il est seulement rendu public.

Si de là il avait fallu conclure que le droit de mutation n'est pas exigible en semblable occurrence, l'œuvre des auteurs de la loi de frimaire se trouvait irrémédiablement compromise.

On éprouve dès lors quelque surprise en constatant que cette loi ne contient aucune disposition visant directement les combinaisons dont il s'agit. Mais l'intention de les soumettre au droit proportionnel est suffisamment indiquée par l'exception édictée en faveur des élections de command.

Aux termes de l'article 68, § 1, n° 24 : « Les déclarations ou élections de command ou d'ami, lorsque la faculté d'élire un command a été réservée dans l'acte d'adjudication ou le contrat de vente, et que la déclaration est faite par acte public et notifiée dans les vingt-quatre heures de l'adjudication ou du contrat, sont tarifées au droit fixe de un franc. »

Le législateur subordonne donc la non-exigibilité du second droit de mutation, dans le cas où le nouveau possesseur désigné dans l'acte n'a pas acquis pour son compte personnel, à trois conditions. Il faut :

1° Que la faculté d'élire un command ait été réservée dans l'acte d'acquisition ;

2° Que la déclaration soit faite par acte public ;

3° Que cette déclaration soit notifiée dans les vingt-quatre heures de l'adjudication ou du contrat,

Qu'une seule de ces conditions vienne à manquer, le droit proportionnel est exigible.

Il est sans difficulté que cet article implique la pensée que, à l'égard de la régie, la mutation constatée dans l'acte s'opère définitivement au profit de l'acquéreur qui s'y trouve désigné et que la substitution d'un tiers à celui-ci, quelle qu'en soit la cause, donne ouverture à un second droit de mutation, hormis dans le cas où elle se réalise dans les conditions spécifiées par la loi.

Ce n'était là toutefois qu'une induction qui n'aurait peut-être pas paru décisive si la perception du droit proportionnel, lorsque la mutation n'est qu'apparente, ne se légitimait pas par d'autres considérations d'un ordre plus général et qui dérivent des règles essentielles déterminant les rapports de l'Etat et du contribuable.

Aux termes de l'article 1321 du Code civil : « Les contre-lettres ne peuvent avoir leur effet qu'entre les parties contractantes ; elles n'ont point d'effet contre les tiers. »

Lors de la discussion de cet article au Conseil d'Etat, il a été formellement reconnu que l'Etat, représenté par la régie, est un tiers pour le recouvrement de l'impôt. Il est d'abord certain qu'il n'a pas été partie à la convention translatrice ; son titre même ne se trouve pas dans cette convention : il est dans la loi fiscale. Les contrats ne sont que l'occasion de la perception et permettent seulement de contraindre les parties au paiement d'une somme déterminée. La régie n'a pas les droits d'un successeur universel ni même ceux d'un créancier ordinaire (1) ; n'ayant aucun rapport direct avec les contractants, elle n'a pas

(1) *Pandectes françaises*, Mutation n° 50.

à tenir compte de leurs intentions secrètes, ni des simulations auxquelles ils ont pu recourir.

L'administration, est-il dit dans un arrêt du 22 novembre 1875, rendu sur le rapport de M. le conseiller Paul Pont, ne peut asseoir la perception des droits que sur les stipulations des actes présentés à la formalité, sans tenir compte des conventions verbales qui modifieraient la situation légale des parties, telle qu'elle résulte des dits actes (1).

Dès lors, on comprend que la perception ne puisse être réglée que d'après la situation dans laquelle se sont volontairement placés les contribuables par les actes présentés à l'enregistrement. L'Etat ne connaît pas d'autre propriétaire que celui à qui l'acte translatif enregistré confère cette qualité, et on ne saurait lui opposer des conventions occultes d'où résulterait que le droit ainsi conféré est purement fictif.

A son égard, les conventions, dont il s'agit, constituent le titre d'une seconde mutation, imposable en conséquence, puisqu'elles substituent un nouveau possesseur à celui que la Régie était fondée à considérer comme investi du droit de propriété, et cela dans des conditions différentes de celles que doit remplir l'élection de command pour être exonéré du droit proportionnel.

C'est ce que l'administration n'a pas manqué de faire remarquer dans sa défense devant la Cour de cassation au sujet de l'affaire qui a donné lieu à l'arrêt du 11 avril 1877 :

« En matière fiscale, a-t-elle dit, toute mutation de pro-

(1) *Instructions générales de la Régie*, n° 2542 § I.

priété, c'est-à-dire tout passage de la propriété d'une tête sur une autre, est passible du droit proportionnel d'enregistrement ; or, il est de principe que la perception de ce droit doit être réglée d'après les stipulations des actes présentés à l'enregistrement et suivant l'effet légal que la loi leur attribue au moment de l'accomplissement de cette formalité. L'administration étant un tiers pour le recouvrement de l'impôt, ainsi que la jurisprudence l'a toujours reconnu, ne peut avoir à tenir compte des intentions secrètes des parties ni des dissimulations auxquelles elles auront cru devoir recourir.

« D'après ces principes, toute transmission d'immeubles s'opère à l'égard de l'administration, au nom de l'acquéreur désigné dans l'acte soumis à l'enregistrement. La propriété ne pouvant demeurer incertaine, cet acquéreur se trouve à l'instant même investi des biens transmis, et ces biens ne peuvent plus passer sur une autre tête sans donner ouverture à un second droit de mutation (1). »

La Chambre civile, en statuant dans ce sens par l'arrêt précité et en rappelant comme elle le fait d'ordinaire en pareil cas, que « le principe en vertu duquel l'impôt est perçu d'après la propriété apparente, constitue l'une des règles fondamentales du droit fiscal », n'a fait que se conformer à sa jurisprudence antérieure.

Elle a toujours admis, ainsi qu'en témoigne une série ininterrompue d'arrêts, que : « L'administration n'a ni le droit ni le moyen de contester la sincérité des actes, et qu'il ne lui appartient pas de rechercher si la situation

(1) *Instructions générales de la Régie*, n° 2575, § II.

juridique dans laquelle les parties se sont ostensiblement placées représente leur véritable intention ; par conséquent, dès qu'il s'opère dans cette situation un changement apparent qui déplace les valeurs, la mutation existe et donne ouverture à l'impôt quand même elle ne serait pas reconnue par le droit commun ou qu'elle revêtirait un autre caractère. L'administration ne règle donc ses perceptions que d'après les actes régulièrement portés à sa connaissance par l'enregistrement et constatant l'état de propriété apparente des biens sujets aux droits ; on ne peut, pour éviter ou réduire ces perceptions, invoquer contre elles ni conventions verbales, ni actes non enregistrés (1). »

Par conséquent, lorsqu'un acte civil ou un jugement viennent constater ultérieurement que l'acquéreur désigné dans le contrat originaire était le prête-nom d'un tiers demeuré dans l'ombre, la reconnaissance de ce fait ne peut pas effacer les effets légaux de la première mutation, et cette reconnaissance est considérée comme opérant une transmission nouvelle au profit de l'acheteur substitué ; un second droit de mutation est exigible.

Une autre conséquence du même principe, c'est que si l'acquéreur apparent décède avant d'avoir rétrocédé les immeubles à celui dont il a été le prête-nom, la propriété des biens passe à ses héritiers et donne lieu par suite à la perception du droit de mutation par décès comme toutes les valeurs faisant partie de son patrimoine. La Chambre civile l'a formellement reconnu, sur le rapport de M. le conseiller Larombière, par un arrêt du 5 décembre 1871.

(1) *Instructions générales de la Régie*, n° 2650, § I.

« Attendu, porte cet arrêt, qu'il est reconnu en fait que dans les actes d'acquisition des immeubles et créances, dont il s'agit, Auguste Potocki a stipulé seul et en son nom personnel ; qu'en conséquence et quelle que soit l'origine des deniers qui ont servi à les acquérir, il a été, en l'absence d'une déclaration de command ou d'emploi, investi de l'entière propriété desdits biens à l'exclusion de sa femme qui n'a eu aucun droit de propriété...; qu'il résulte de là qu'à la mort d'Auguste Potocki, les héritiers ont dû, dans le délai et sous les peines de droit, comprendre parmi les valeurs dépendant de la succession, ces immeubles et ces créances pour la liquidation et la perception des droits de mutation par décès (1). »

Ainsi tout déplacement de la propriété apparente, sous quelque forme qu'il se produise, qu'il ait lieu à titre onéreux ou à titre gratuit, entre vifs ou par décès, rend exigible le droit proportionnel, et aucune distinction n'est à établir entre le cas où l'allégation que le droit du propriétaire en titre ne répond pas à la réalité des faits, ne serait qu'un subterfuge imaginé par le contribuable pour se soustraire à l'impôt, et le cas où il serait constant que le titulaire n'est véritablement qu'un prête-nom ayant agi pour le compte d'autrui. C'est ce dernier cas que visent la plupart des décisions intervenues sur la matière.

L'exigibilité de l'impôt n'est point subordonnée en effet à une question de fraude. Elle s'attache, indépendamment de toutes manœuvres dolosives et exclusivement, au fait du passage de la propriété sur une tête différente de celle sur laquelle elle reposait en apparence.

C'est pourquoi tout fait, tout acte ou tout jugement qui

(1) *Instructions générales de la Régie*, n° 2434, § III.

produit ce résultat, revêt en droit fiscal un caractère nettement translatif quelles que soient d'ailleurs ses conséquences en droit civil. Si, par exemple, un jugement reconnaît que primus qui a acquis en son nom personnel n'était en fait que le mandataire de secundus, que c'est en cette qualité qu'il a eu l'intention de contracter, et que, par suite, c'est au profit de secundus que l'acquisition a été opérée, ce jugement emporte mutation.

Il faut, bien entendu, pour qu'il en soit ainsi, que la transmission de primus à secundus ne résulte pas d'un titre antérieur qui aurait déjà révélé le déplacement de la propriété. Dans cette hypothèse, le jugement n'opérerait pas lui-même la mutation, il ne ferait que la reconnaître, la confirmer.

« Attendu, porte un arrêt de la Chambre civile, que le jugement qui a déclaré B... copropriétaire de l'immeuble acquis par R..., ayant fait passer sur la tête du premier une propriété qu'aucun titre antérieur ne lui avait conférée, ce jugement doit nécessairement être considéré à son égard comme un véritable titre translatif de propriété, sujet en conséquence à la perception du droit établi par l'article 69, § 7, n° 1, de la loi du 22 frimaire an VII (1). »

Le jugement n'emporte mutation qu'autant qu'il fournit à secundus le titre qui auparavant lui faisait défaut.

La perception est alors réglée comme si la mutation était réalisée par le jugement lui-même.

Le droit est assis sur la valeur de l'immeuble au jour du jugement et d'après le tarif en vigueur à l'époque où il a été rendu.

(1) Cassation, Chambre civile, 6 décembre 1813, DALLOZ, v. *Enregistrement*, n° 2566.

CHAPITRE II

Les règles de la propriété apparente s'appliquent-elles à la décision de justice qui déboute le prête-nom d'une congrégation non autorisée de la demande en revendication d'un immeuble appréhendé par le liquidateur ?

On a vu que la dépossession prononcée par la loi du 1^{er} juillet 1901 contre les congrégations non autorisées s'étend à tous les biens qu'elles détenaient ou occupaient et atteint par conséquent les propriétaires apparents de ces biens, légalement réputés personnes interposées.

L'article 17 ne fait aucune distinction entre les acquisitions accomplies directement et en leur nom personnel par les associations et celles accomplies sous le couvert de prête-noms ; il annule également les unes et les autres, et les biens en provenant ont tous été appréhendés au même titre par les liquidateurs.

Cependant, l'effet de l'appréhension n'a pas paru le même quand elle s'applique aux biens reposant sur la tête de personnes interposées, que lorsque les biens reposaient déjà ostensiblement sur la tête de l'association.

Dans ce dernier cas, la mainmise du liquidateur n'implique certainement pas une mutation ; lui-même n'est qu'un mandataire, tenant ses pouvoirs de la loi et du tribunal ; ce n'est pas un nouveau possesseur.

L'association qu'il représente est, il est vrai, irrévocablement dépossédée ; mais cette dépossession n'est pas translatrice, parce qu'elle résulte uniquement de la constatation que l'association n'était pas et n'a jamais été propriétaire des biens qu'elle détenait.

Il est évident que la question est plus complexe, en ce qui concerne les biens dont le propriétaire apparent était une personne interposée ; s'ils sont compris dans la liquidation, ce n'est pas parce que le prête-nom était incapable d'acquérir. La loi ne porte aucune atteinte aux acquisitions qu'il aurait faites pour son propre compte. Les actes qu'elle annule sont ceux qu'il a accomplis pour le compte de la congrégation.

L'unique raison d'être de l'appréhension des biens de cette provenance est donc que la congrégation en était propriétaire en réalité, bien que, à ne consulter que les titres réglant la situation légale des parties à l'égard des tiers, ils appartenissent au prête-nom. Le fait qu'ils sont englobés dans la liquidation est donc susceptible de prouver, en regard de la loi fiscale qui ne connaît que les propriétaires désignés par les titres enregistrés, qu'il s'est effectué une transmission de la tête du prête-nom sur celle de la congrégation.

Dès lors, on s'explique très bien que lorsqu'un jugement en se fondant sur la présomption légale d'interposition de personnes instituée par l'article 17 de la loi de 1901, déboute le prête-nom de la demande qu'il avait formée contre le liquidateur en revendication des biens appréhendés par celui-ci, l'administration de l'Enregistrement ait attribué à cette décision un caractère translatif. Il est certain qu'elle annihile les droits fondés sur le titre

invoqué par le prête-nom et, comme il est de principe que la propriété ne saurait demeurer incertaine, la conclusion qui s'impose à première vue est que le droit du prête-nom ne s'efface que pour être immédiatement remplacé au profit d'une autre personne par un droit de même nature ; et s'il en est ainsi, cette autre personne ne saurait être que la congrégation puisque c'est à elle que le jugement fournit le titre qui jusque-là lui faisait défaut ; il emporte donc mutation dans les conditions qui, d'après les règles rappelées dans la première partie de cette thèse, justifient l'application du droit proportionnel.

Toutefois la difficulté est moins simple que l'énoncé qui précède n'autoriserait à le supposer.

Il est indiscutable assurément que la mutation dite « apparente » donne ouverture aux mêmes droits que la mutation effective ; mais il n'est pas moins certain que le droit de mutation ne peut être exigé qu'à raison d'un fait juridique ayant pour conséquence de transférer soit la propriété elle-même, soit, à tout le moins, le titre auquel elle paraissait attachée. Qu'elle soit effective ou apparente, la mutation ne peut résulter que d'un acte remplissant les conditions auxquelles est subordonnée l'existence des contrats translatifs. Il ne suffit pas que l'ancien possesseur soit dépouillé de ses droits ; il faut, de plus, que les droits dont il était investi soient transmis à un nouveau possesseur, de manière à résider sur sa tête, à exister à son profit. Il suit de là que la difficulté n'est nullement résolue par la constatation que les droits du prête-nom sont effacés par le jugement rejetant sa demande. Le prête-nom est dépouillé du droit dont il était investi, nul ne le conteste, mais à qui ce droit est-il transféré ? Quelle

est la personne qui en est investie à son tour ? C'est là où l'embarras commence.

L'administration de l'Enregistrement soutient que le transfert s'opère au profit, sinon de la congrégation, du moins de la société de fait existant entre les congréganistes et qui survit pour les besoins de la liquidation.

On ne saurait accepter cette opinion sans réserve.

Disons tout d'abord qu'elle n'a été admise par aucun des tribunaux saisis de la difficulté.

Ceux de Lille et de Bressuire (1), tout en concédant qu'une mutation s'opère, dénie à l'acte ou au jugement qui élimine le prête-nom le caractère translatif parce que la mutation aurait sa cause et son titre dans les dispositions mêmes de la loi de 1901.

Ce motif est contestable, car l'exigibilité du droit proportionnel est inhérente au fait de la mutation et aucun texte n'exonère la transmission qui s'effectue en dehors du consentement des parties et par la force de la loi. Ainsi, par exemple, on n'a jamais tenté de soutenir que les ventes sur expropriation forcée, où le consentement du vendeur fait défaut, n'étaient passibles que du droit fixe, et quand, dans d'autres circonstances, on a invoqué ce moyen devant la Cour de Cassation, elle l'a toujours repoussé par le motif que les mutations pour lesquelles la volonté de la loi se substitue à celle des parties « ne sont comprises dans aucune des exceptions établies par la loi fiscale (2) ».

(1) Lille, 27 avril 1907, R. E. 4368. Bressuire, 13 novembre 1907, R. E. 4673.

(2) Cassation, civile, 24 août 1874, Inst., n° 2495, § 4 ; 18 février 1879 ; S. 79, 1, 181 ; D. 79, 1, 153 ; Inst. n° 2621, § 2.

Le tribunal d'Auxerre, par un jugement du 27 mars 1907, exprime l'avis que les biens qui, reposant sur la tête d'un prête-nom, passent dans l'actif à réaliser par les liquidateurs, sont destinés à profiter en dernière analyse à l'Etat, « qui, d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation, est appelé à recueillir, à titre de biens vacants et sans maître, le reliquat net des masses à liquider » ; d'où il déduit que, par assimilation aux acquisitions faites par l'Etat, la mutation est exempte d'impôt.

Ce système qu'étaient dans une certaine mesure les travaux préparatoires de la loi de 1901 renferme peut-être une part de vérité ; mais on verra plus loin que le point de savoir si les biens provenant des congrégations non autorisées peuvent être considérés comme vacants et sans maître est toujours controversé et nous inclinons à penser que la thèse de la régie peut être combattue par des arguments plus directs.

Il nous reste à citer un jugement du Tribunal de Lyon, rendu le 24 juillet 1908, qui a serré la question de plus près. S'appropriant la savante argumentation du liquidateur, il a décidé que le jugement déboutant le prête-nom et maintenant dans l'actif à liquider l'immeuble revendiqué par lui, n'entraîne pas mutation parce que, motivé précisément sur ce que la congrégation est dissoute et qu'elle n'avait point, avant sa dissolution, et *a fortiori* n'a point après, le droit d'acquérir, il faut en déduire qu'il n'existe aucune personne susceptible d'être substituée au propriétaire apparent : « La décision dont il s'agit est, suivant lui, purement déclarative d'un fait, celui de la détention (du liquidateur qui se trouve validée) et, en admettant qu'elle eût transféré la propriété sur une tête inexistante

par une disposition en quelque sorte déclarative, rétroagissant à une époque antérieure à la dissolution légale, il n'en resterait pas moins vrai que la loi de 1901 aurait annulé le prétendu transfert de propriété ; d'où la conclusion que les droits non encore perçus au moment de l'annulation cessent d'être exigibles, l'annulation légale produisant les mêmes effets que l'annulation judiciaire. »

Ces divers jugements sont actuellement déferés à la censure de la Cour de Cassation. La Chambre des requêtes a admis le pourvoi, mais la Chambre civile n'a pas encore statué. Il n'en reste pas moins que, dans son état actuel, la jurisprudence est nettement défavorable à la thèse de la Régie et il faut reconnaître que cette thèse soulève de graves objections.

On peut se demander si elle tient suffisamment compte du régime extra-légal des congrégations non autorisées et des dispositions de la loi de 1901 à leur égard.

La mutation apparente suppose nécessairement la reconnaissance du droit de propriété de la personne que dissimulait le prête-nom. L'acte ou le jugement passible du droit de mutation est celui qui établit, contrairement aux énonciations de l'acte d'acquisition et contradictoirement entre les parties, que le véritable propriétaire ce n'est pas primus, mais secundus et qui confère à ce dernier, sinon un droit, du moins une qualité, un titre qu'il n'avait pas auparavant et qui repose désormais sur sa tête. Il n'y a mutation qu'autant que le droit apparent de primus passe à secundus qui devient ostensiblement propriétaire au lieu et place de primus.

La thèse de la régie implique donc que, par l'effet du jugement qui écarte les prétentions du prête-nom, le droit

de propriété, qui reposait en apparence sur la tête de ce dernier, est transmis à la Congrégation ou à une société de fait qui existait entre ses membres ; que la Congrégation ou la société de fait devient ostensiblement propriétaire au lieu et place du prête-nom. Et il importe à ce point de vue de nettement circonscrire le débat.

S'il y a mutation, c'est le jugement qui l'opère *hic et nunc*. L'acquisition du propriétaire substitué au prête-nom n'est pas censée remonter au jour où celui-ci a agi pour le compte du premier, puisque dans ce cas la perception n'aurait aucune raison d'être. Elle ne se justifie que parce que la seconde transmission est considérée comme actuelle et indépendante de la transmission originale.

Nous n'avons donc pas à rechercher si, dans l'intervalle qui s'est écoulé entre l'acquisition par personne interposée et le jugement, la Congrégation était en situation, soit par elle-même, soit par la société de fait qui aurait existé entre les congréganistes, d'acquérir ou de posséder. La situation à envisager est celle du jour où le jugement a été rendu. Or, cette situation est réglée par la loi de 1901, en vertu de laquelle sont prononcés et que se bornent à appliquer les jugements qui maintiennent les immeubles revendiqués dans l'actif de la liquidation.

En conséquence, et étant donné qu'une mutation ne peut se produire qu'au profit d'une personne ayant une existence juridique au moment où elle se réalise, attendu qu'il faut *être* pour posséder, la solution dépend essentiellement du point de savoir si, sous le régime de la loi de 1901, les associations religieuses non autorisées constituent un être moral qui, ne serait-ce qu'au cours et pour les besoins de la liquidation, serait capable d'acquérir.

Elle ne dépend pas seulement du parti à prendre sur ce point.

En supposant qu'on admette qu'il existait entre les congréganistes une société de fait qui s'est continuée pour les besoins de la liquidation, il s'élève une autre difficulté.

Les préposés de la régie ne sont pas juges de la validité des conventions. Il est de règle que les nullités, dont les actes sont affectés, ne font pas obstacle à la perception, à condition toutefois qu'elles ne soient pas de celles qui, comme les nullités d'ordre public, empêchent la formation du contrat.

La perception du droit de mutation est avant tout subordonnée à l'existence d'une mutation et il est impossible de faire résulter une mutation d'un contrat inexistant. Lors donc que l'acte présenté à l'enregistrement porte en lui-même la preuve qu'il n'opère pas la mutation qui en serait la conséquence s'il n'était pas nul de plein droit, il n'est passible que du droit fixe.

Il conviendra donc d'examiner en second lieu si la nullité d'ordre public, donc l'article 17 frappe les acquisitions des associations religieuses non autorisées et déclarées illicites par l'article 16, ne s'oppose pas, en tout état de cause, à ce qu'un effet translatif puisse être attribué à un jugement qui aurait pour résultat d'investir une association religieuse d'un droit de propriété dont l'acquisition lui est absolument interdite par la loi qui sert à motiver le jugement.

Il semble que notre tâche sera terminée quand nous aurons répondu à ces deux questions.

PARAGRAPHE PREMIER

4) Les Associations religieuses non autorisées constituaient-elles des Sociétés de fait avant la loi de 1901 ?

Nous trouvant en présence de cette affirmation que, sinon la congrégation elle-même, laquelle, à défaut d'autorisation, a toujours été incapable d'acquérir et de posséder, du moins la société de fait résultant entre ses membres de la communauté de l'œuvre à laquelle ils s'étaient voués, a survécu pour les besoins de la liquidation, il importe en premier lieu d'examiner si, sous le régime antérieur à la loi de 1901, les liens qui unissaient les membres d'une congrégation non autorisée étaient constitutifs d'une société investie en fait d'une personnalité juridique.

La survivance suppose en effet une existence préalable. La difficulté ne serait pas résolue par cela seul qu'il serait démontré que les associations dont il s'agit étaient considérées, avant la loi de 1901, comme formant de véritables sociétés de fait, puisque dans cette hypothèse, il resterait encore à trancher la question de savoir si, eu égard aux dispositions de la loi de 1901, une survie même provisoire et limitée est admissible. Par contre, s'il était constant que, même avant que la dissolution en ait été prononcée, les associations religieuses ne remplissaient pas les conditions auxquelles est subordonnée l'existence d'une société de fait, la prétention que la société de fait a survécu à la liquidation deviendrait insoutenable, et dès lors

la réclamation du droit de mutation manquerait de base ; car la mutation implique le passage de la propriété sur la tête d'un nouveau possesseur et il n'y aurait pas de nouveau possesseur.

L'association peut avoir toute sorte d'objet ; il y a association toutes les fois que deux ou plusieurs personnes mettent en commun tout ou partie de leurs fonds, de leur temps ou de leurs connaissances, pour réaliser une œuvre charitable, littéraire, scientifique, artistique, religieuse, de secours mutuels, etc., etc.

Les associations qui ne tendent qu'à procurer à leurs membres des avantages purement moraux et qui ne sont pas appréciables à prix d'argent sont extrêmement nombreuses ; mais les associés peuvent également se proposer la réalisation d'un gain personnel. L'association prend alors et seulement le nom de société. La société est un mode d'association, caractérisé par son objet, qui est de réaliser des bénéfices en vue de les répartir entre les associés ; c'est une *espèce* du *genre* association. Toutes les sociétés participent donc de la nature des associations, mais les associations ne constituent des sociétés qu'autant que l'intention dominante des parties a été de se procurer, par la mise en commun de leur travail ou de leurs capitaux, des avantages pécuniaires.

Cette condition est essentielle et à ce point de vue, il n'y a pas lieu de distinguer entre les sociétés régulièrement constituées et les sociétés de fait. Il ne peut y avoir société de fait que là où, à la rigueur, une société régulièrement constituée serait elle-même possible. Sans bénéfice à partager, aucune situation de fait ou de droit ne peut être qualifiée société.

Nul ne conteste que, depuis la révolution, les congrégations religieuses, en tant qu'associations, étaient inhabiles à posséder, sauf dans les cas limitativement prévus par les lois de 1817 et 1825. Non seulement la loi à qui, seule, il appartient d'ériger les collectivités en personnes morales capables d'estimer en justice et d'acquiescer à titre onéreux ou même à titre gratuit, entre vifs ou par décès, leur avait refusé cette faveur, les mettant ainsi dans l'impossibilité d'accomplir aucun acte de la vie civile, mais elle les avait formellement interdites. Si elles sont parvenues à se constituer, c'est en violation de la loi ; leur formation était un acte illicite, un acte entaché par conséquent d'une nullité d'ordre public, qui ne pouvait conférer aucun droit et qui, inexistant dès l'origine, n'était pas susceptible d'être ultérieurement validé. Un pareil acte ne produisant aucun effet au point de vue légal, on ne saurait en faire dériver l'existence, ni d'une association, ni *a fortiori*, d'une société de fait ayant des prérogatives plus étendues que l'association elle-même.

A ce raisonnement, on oppose une distinction. Il serait, dit-on, irréfutable s'il ne s'appliquait aux associés qu'en leur qualité de congréganistes ; mais leur affiliation à un ordre religieux ne les a pas dépouillés de leurs droits civils et ils sont aptes à les exercer, au même titre que tous les autres particuliers.

Sans doute leur association est nulle et inexistante, en tant qu'affectée au service de la religion. Toutefois l'objet qu'ils se proposent n'est pas exclusivement religieux. Il est à la fois spirituel et temporel. La vie en commun a des exigences ; il faut pourvoir à la nourriture, à l'entretien, au logement des associés. Assez souvent d'ailleurs,

leur activité s'étendait à des œuvres d'assistance, de bienfaisance ou de moralisation que favorise la loi au lieu de les interdire. N'étant personnellement frappés d'aucune incapacité spéciale, rien ne faisait obstacle à ce qu'ils se procurent les ressources qui étaient nécessaires, soit pour leur subsistance, soit pour le fonctionnement de leurs entreprises charitables, au moyen d'une société de fait ; et, en agissant comme de simples particuliers pour établir entre eux une société de fait, ils contractaient valablement.

L'objection ne résiste pas à l'examen : le dédoublement qu'elle implique dans l'objet de l'association est absolument inadmissible. On ne saurait méconnaître que si le but que les congrégations se proposent d'atteindre n'est pas dans tous les cas exclusivement religieux, l'intérêt religieux domine à tel point toutes les conditions de l'œuvre, qu'il est impossible d'envisager ces conditions autrement que comme des voies et moyens tendant à la réalisation de l'objet principal. La vie commune est essentiellement liée à l'organisation fondamentale des congrégations. Ce n'est, au point de vue historique, de même qu'au point de vue du fonctionnement actuel, qu'une modalité jugée indispensable pour le maintien et le développement du sentiment religieux chez les affiliés. Elle rentre donc, avec les conséquences qu'elle entraîne, dans la catégorie des voies et moyens. Quant à l'activité et au dévouement déployés par les congrégations dans la création et au service des hôpitaux, orphelinats, écoles gratuites, etc., etc., il serait, à la vérité, injuste de n'y voir qu'un moyen de propagande, mais cette contribution aux œuvres charitables n'est, aux yeux des associés, que

l'accomplissement d'un devoir de piété, inséparable des autres devoirs de leur profession et qui se trouve, dès lors, confondu dans l'objet purement religieux de leur entreprise.

Les intérêts temporels ou charitables que visent les statuts ne donnent donc pas lieu à la constitution d'une association distincte de celle qui n'a eu en vue que le bien de la religion : ils ne sont que l'accessoire de cette dernière, ou, pour mieux dire, ils ne sont que l'un des éléments que l'association religieuse englobe de toute nécessité.

Une autre remarque qui s'impose, c'est que l'association qui se serait formée en corrélation, mais à côté et indépendamment de l'association religieuse, n'a pas le caractère, même en ne tenant compte que des dispositions qui régissent la vie purement temporelle de la communauté, d'une société de fait.

Même dans les communautés où le vœu de pauvreté n'est pas obligatoire, les adhérents renoncent expressément à retirer de l'association un enrichissement individuel quelconque. Si l'esprit de lucre n'est pas complètement étranger à la vie religieuse, il ne s'exerce que pour l'enrichissement de la collectivité. Les apports en nature des associés, ainsi que le produit de leur travail personnel, ne profitent qu'à elle seule. Les associés n'ont aucun droit aux bénéfices et, dans tous les cas, sans exception, il est formellement convenu que le partage ne pourra en être requis. Cela suffit pour établir qu'il n'y a pas société de fait.

La thèse contraire aboutirait d'ailleurs à des conséquences inacceptables.

Reconnaître aux établissements religieux non autorisés une existence de fait, c'aurait été les placer dans une situation privilégiée et tout à fait indépendante qui leur aurait permis d'acquérir à titre gratuit et à titre onéreux, sans le contrôle du gouvernement, par conséquent dans une situation juridique très sensiblement supérieure à celle des communautés reconnues, qui ont obéi et respecté la loi ; c'aurait été accorder une véritable prime au mépris et à la violation de la loi.

Malgré cela, la jurisprudence antérieure à la loi de 1901 en matière de congrégation a été plutôt favorable au système de la société de fait.

« Il n'est pas douteux, dit M. Lesoudier (1), que les cours d'appel sont parties de ces deux idées : en droit, les congrégations n'existent pas ; mais en fait, par la tolérance du gouvernement et contrairement à la loi, elles existent et détiennent ; les cours sont ainsi arrivées à considérer les congrégations non reconnues comme une impossibilité juridique et en même temps une réalité vivante, pour employer l'expression de M. Laurent.

« Comment assurer le respect au droit et en même temps tenir compte de l'existence du fait ? C'est en s'évertuant à résoudre cette antinomie que, placée entre le droit et la fraude, une jurisprudence prétorienne a imaginé la théorie de la société de fait en marge de la loi, se préoccupant d'ailleurs beaucoup moins d'ériger un système que de chercher une solution d'espèce acceptable dans chaque cas particulier. »

(1) *Revue trimestrielle de droit civil*, v. article de M. LESOUDIER : *De la propriété des biens détenus par les Congrégations*, 1908, n° 2.

La doctrine des sociétés de fait s'est plus particulièrement affirmée dans trois causes restées célèbres.

Dans l'affaire Parabère : la Cour d'Alger juge le 27 mai 1868 (1) que les héritiers du jésuite Parabère ne sont pas recevables de réclamer des biens « concédés par l'Etat à ce dernier, non individuellement, mais comme entreprenant une œuvre qui se continuerait par d'autres personnes ayant même qualité et même caractère ». Ce tribunal n'a pas admis qu'une association non reconnue, mais existant au grand jour et avec la tolérance de l'Etat, puisse être dépossédée par tout venant du bien qu'elle détient.

Une semblable décision fut rendue dans l'affaire Lacordaire (2), où le tribunal, puis la Cour de Toulouse, décidèrent que l'héritier du Père Lacordaire n'était pas fondé à réclamer des biens que son auteur n'avait détenus que comme prête-nom des Dominicains, et qui, par suite, n'étant pas rentrés dans sa fortune personnelle, ne font pas partie de sa succession. La Cour estimait, en effet, que, si l'ordre des Dominicains n'était pas autorisé, il avait du moins une existence de fait et qu'à ce titre il pouvait posséder.

Enfin un arrêt du 2 mars 1874, de la Cour d'Aix (3), condamne la Ville de Marseille à payer à des jésuites une indemnité pour des dommages causés par une sédition. « Attendu, dit la Cour, que par cela seul que les demandeurs étaient au moins les propriétaires apparents des biens qu'ils détenaient, ils avaient le droit de veiller à leur

(1) SIREY, 68, 2, 277.

(2) 27 juin 1868, SIREY, 70, I, 342.

(3) SIREY, 75, 2, 71.

conservation et de demander la réparation des dommages qu'ils avaient éprouvés. »

La jurisprudence de la Cour de cassation est moins catégorique. Les pourvois formés contre les arrêts Parabère et Lacordaire ont cependant été rejetés, mais il ne faudrait pas se hâter d'en conclure que la Cour a pris parti et résolu la difficulté. Elle n'a point, en effet, recherché si le détenteur ne disposait que d'un titre précaire ou entaché de nullité ; elle s'est bornée à constater que le revendeur ne justifie d'aucun droit sur les biens revendiqués, laissant intact le problème de la société de fait.

Il est vrai que, dans un arrêt du 30 décembre 1857 (1), elle s'est montrée plus affirmative.

Les héritiers Boulnois avaient assigné les supérieurs de la communauté non autorisée de Picpus en paiement d'une somme de 384.594 francs, que leur auteur, M^{lle} Rose Boulnois, avait de son vivant apportée à la congrégation.

Les défendeurs opposèrent que la congrégation n'était pas autorisée, n'avait pas d'existence légale et ne pouvait, dès lors, être assignée en leur personne.

« Attendu, répondit la Cour, qu'une communauté religieuse n'a pas d'existence légale, et si elle ne présente aucun des caractères d'une véritable personne civile, constitue cependant entre ceux qui ont concouru à sa formation — *une société de fait* — nécessairement responsable, vis-à-vis des tiers, des engagements qu'elle a pris, soit que ces engagements résultent des contrats ou quasi-contrats, soit à plus forte raison s'ils dérivent des délits ou quasi-délits. »

(1) SIREY, 58, 1, 225.

Sans méconnaître l'importance de cette décision, il est permis de penser que la Cour suprême s'est moins préoccupée de résoudre une question de droit que de déduire de la possession de fait, matériellement établie, les motifs d'une solution fondée en équité. Obligée de tenir compte de la tolérance des pouvoirs publics, elle n'a pas voulu que les congrégations non autorisées, tout en se gérant comme de véritables sociétés de fait quand elles y trouvaient avantage, puissent, à l'occurrence, se prévaloir de leur caractère illicite pour se dérober à l'exécution de leurs engagements et de leurs obligations. La communauté de Picpus n'ayant éprouvé aucun doute sur la légitimité de son acte quand il s'était agi de recevoir l'apport de M^{lle} Boulnois, lui serait-il loisible de se soustraire à l'obligation de la restitution sous le prétexte qu'il n'existait pas de personne contre qui peut s'exercer l'action des ayants droit ? L'arrêt du 30 décembre 1857 prouve surtout que la Cour a refusé de se prêter à ce double jeu, et à raison des circonstances de la cause, il est difficile d'y voir un arrêt de principe.

En tout cas et quelle que soit l'autorité qui s'y attache, des dissidences continuèrent à se produire. Peu de mois après, la Cour de Paris, dans un arrêt rendu le 8 mars 1858, n'hésita pas à se rallier à une opinion diamétralement opposée : l'affaire concernait encore la communauté de Picpus. La marquise de Guerry, qui en faisait partie depuis trente ans, engagea contre divers membres de la congrégation une action tendant à la restitution d'une somme de 1.200.000 francs, que la demanderesse avait fournie à la congrégation.

Un jugement du tribunal de la Seine du 3 avril 1857 avait décidé, notamment, qu'en ce qui concernait les

revenus des biens réclamés, il s'était formé un contrat commutatif entre une société de fait et les personnes qui avaient consenti à en faire partie, contrat par l'effet duquel les revenus des apports avaient été légitimement acquis par la société de fait.

L'arrêt de la Cour de Paris, très fortement motivé, mérite tout particulièrement l'attention ; il fait justice de la thèse assimilant les congrégations non autorisées à des sociétés de fait, dans les termes qui suivent : « Considérant (1) que, suivant la maxime du droit public confirmée par la loi de 1825, les congrégations religieuses non autorisées ne peuvent, comme êtres collectifs, posséder, acquérir, et, sous quelque forme que les contrats aient lieu, recevoir des libéralités ; que cette faculté n'appartient qu'aux établissements fondés sous les conditions et dans les limites que le législateur a déterminées, qu'il est contraire à l'intérêt général que, sans le concours et l'assentiment de l'Etat, il se forme des corporations destinées à se perpétuer et qui, soit par leur but et leurs règles intérieures, soit par l'accumulation et l'immobilité de leurs propriétés, se créent une position exceptionnelle ; qu'il serait contraire à la raison que l'inobservation de la loi devint pour les congrégations un moyen, non seulement de se soustraire à la surveillance de l'Etat, mais encore d'éluder les incapacités dont sont atteints les établissements légalement formés ; qu'ainsi se justifie l'action exercée par la marquise de Guerry en restitution des capitaux apportés par elle dans la communauté de Picpus. »

Ainsi, dans la rigueur des principes, il n'appartenait

(1) SIREY, 58, 2, 145.

évidemment pas aux congrégations non autorisées d'assurer leur fonctionnement sous le couvert d'une société de fait ; et on ne saurait induire des arrêts qui précèdent que la jurisprudence ait jamais pris parti en sens contraire et affirmé que c'était à bon droit que les congrégations agissaient, comme s'il existait entre leurs membres une société de fait, capable d'acquérir et de posséder. Mais, à l'inverse de la Cour de Paris, la plupart des tribunaux ont laissé dans l'ombre la question de droit, et, acceptant la situation que les congrégations s'étaient créée sans examiner si elle était régulière, ils se sont bornés à faire respecter, soit par les associations elles-mêmes, soit par les associés ou leurs représentants, soit par les tiers, les engagements pris en conséquence ; à refuser de consacrer les prétentions abusives ou contraires à l'équité auxquelles l'irrégularité de la situation servait de prétexte.

En résumé, nous inclinons à penser qu'il reste acquis, malgré les flottements de la jurisprudence, que les associations religieuses non autorisées ne rentraient pas dans la catégorie des sociétés de fait pour deux motifs péremptoires : le premier est que les associés étant soumis à des règles qui ne leur attribuent aucune part dans les bénéfices, entièrement réservés à l'association, le contrat qui les lie n'est pas celui que définit l'article 1832 du Code civil ; le second est que les sociétés qui auraient été formées entre eux étaient prohibées par notre droit public, et que, placées en dehors de la loi, elles n'étaient susceptibles de produire aucun effet.

B) S'il est vrai que des Sociétés de fait ont pu exister entre les membres des congrégations dissoutes ; ces Sociétés ont-elles survécu à la loi de 1901 ?

Notre opinion à cet égard, fût-elle inexacte, la réalisation de la mutation au profit de la société de fait qui aurait survécu pour les besoins de la liquidation serait loin d'être démontrée.

Nous l'avons déjà dit, la société de fait n'a pu survivre aux dispositions de la loi de 1901 qu'autant qu'elle existait auparavant ; mais, en supposant qu'il en ait été ainsi, elle n'a pu acquérir sous l'empire de la loi nouvelle que si son existence s'est prolongée dans des conditions qui, quelque précaires qu'elles aient pu être, n'ont pas rendu impossible l'accomplissement d'un pareil acte.

Il faut donc se demander si cette survie n'est pas inconciliable avec les dispositions de la loi de 1901.

Dans le projet qu'il avait soumis au Parlement, le Gouvernement s'était inspiré de la pensée que les congrégations non autorisées n'étaient pas propriétaires des biens détenus par elles, parce que les actes au moyen desquels la transmission en avait été réalisée directement ou indirectement à leur profit étaient des actes sans valeur juridique. C'est dire qu'il n'admettait pas que les congrégations aient été investies, en tant que sociétés de fait, de la capacité d'acquérir et de posséder dont elles étaient dépourvues en tant qu'associations.

Au cours des débats parlementaires, M. Waldeck-Rousseau et ses principaux collaborateurs n'ont pas cessé

de s'élever contre une opinion en contradiction aussi flagrante avec des textes précis, dont le but manifeste avait été d'enlever aux congrégations tout moyen de s'établir et de fonctionner lorsqu'elles n'étaient pas autorisées. Ils ont insisté à maintes reprises sur ce point que « pour qu'il y ait société de fait, il faut qu'il y ait un fait de société ». Or, ainsi que M. Vallé, ministre de la Justice, s'est attaché à le démontrer, ce fait est absent par essence dans les associations religieuses. « Qui ferait croire, a-t-il dit (1), qu'une société de fait, ayant en vue de partager des bénéfices, ait jamais pu exister entre des congréganistes ? On comprend très bien que, lorsque plusieurs personnes mettent en commun, pour les faire fructifier, un patrimoine, un immeuble, un capital, une invention, si ces personnes n'ont pas constitué une société d'après la loi ou si elles ont constitué une société irrégulière, il ait existé entre elles une société de fait dont le but aura été de conserver, d'augmenter cette valeur commune et de se la partager le jour où la société viendrait à expiration pour une cause ou pour une autre ; cela se conçoit, l'*animus domini* a toujours existé chez ces différentes personnes ; mais, allez-vous soutenir que ces congréganistes se sont réunis les uns aux autres en vue de partager une valeur, un bénéfice quelconque ? Le premier devoir du congréganiste, son premier engagement, c'est le vœu de pauvreté ; il doit s'exclure de toute propriété. »

L'esprit dans lequel a été conçue la loi de 1901 ressort plus nettement encore des explications fournies par M. Waldeck-Rousseau au sujet du septième alinéa de

(1) *Lois annotées*, de SIREY, 1902, note 122 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

l'article 18, qui soumet à la revendication de l'auteur de la libéralité et de ses héritiers ou ayants droit les biens et valeurs acquis à titre gratuit par les congrégations et qui n'auraient pas été affectés par la volonté du donateur à une œuvre de bienfaisance, sans qu'aucune prescription puisse leur être opposée pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation.

Après avoir soutenu, en réponse à une objection de M. Viviani, que l'hypothèse d'une société de fait ayant existé entre les congréganistes « se trouvait exclue par cette disposition sans qu'un texte précis ait à intervenir », il s'est exprimé lors de la discussion de l'article 18 dans les termes qui suivent (1) : « Si quelqu'un ayant donné, il y a vingt ans, à une congrégation, peut, de par la loi, revendiquer, reprendre les biens qu'il a donnés, si les héritiers du donateur ou ceux du testateur peuvent reprendre, au moment de la liquidation, ce que leur auteur avait donné, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'ils sont restés propriétaires, car on ne peut revendiquer que ce dont on est propriétaire ; c'est là une proposition qui ne souffre pas de contestation. Si l'association peut être, par voie de revendication, dépouillée de ce qui lui avait été donnée antérieurement, c'est donc qu'elle ne forme pas une personne morale capable d'acquérir. Mais je vais plus loin, et ici je touche à la fameuse question de l'association de fait. Oui, me dira-t-on, la congrégation ne pouvait pas acquérir, mais il s'est formé une société de fait qui a pu acquérir ; cette question est tranchée de la façon la plus positive et la plus formelle par la

(1) *Lois annotées*, de SIREY, 1902, note 124 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

disposition qui permet la revendication au propriétaire qui s'était autrefois dessaisi, pour cette raison élémentaire que la loi considère qu'il ne s'était pas valablement dessaisi.

« Si, dans l'économie du projet et dans le texte de la loi, on admettait que, derrière la congrégation, une personne comme la société de fait a pu se constituer, il est manifeste que la revendication ne pourrait pas être admise ; par conséquent, rien n'est plus clair, rien n'est plus certain que le sens de ce paragraphe ; ce sont les héritiers de ceux qui autrefois avaient donné qui sont restés propriétaires et, par conséquent, cela exclut complètement l'hypothèse de la société de fait. »

Ces affirmations sont très nettes, et il ne paraît pas téméraire d'ajouter que la plupart des dispositions votées par le Sénat et la Chambre des députés, sont imprégnées de l'esprit qui les a inspirées ; la plupart — et c'est ce que nous nous proposons de démontrer plus loin — mais non pas toutes avec la même précision.

On sait en effet que le projet du gouvernement a été remanié sur quelques points et les amendements qu'il a subis, sans altérer sensiblement l'économie de la loi, rendent toutefois sa signification moins évidente, en ce qui concerne la consécration par le législateur de la doctrine qui déniait aux associations religieuses le caractère de société de fait.

A vrai dire, il n'est, en somme, qu'une seule disposition qui, envisagée isolément, laisserait planer quelques doutes sur les intentions du parlement à cet égard ; c'est celle qui est relative à l'emploi des fonds provenant de la liquidation du patrimoine des congrégations et restés dispo-

nibles après l'estimation du passif et les divers prélèvements ordonnés ou autorisés par la loi. Elle fait l'objet des alinéas 13 et 14 de l'article 18 qui sont ainsi conçus :

« S'il n'y a pas contestation ou lorsque toutes les actions formées dans le délai prescrit auront été jugées, *l'actif net est réparti entre les ayants droit.* »

« Le règlement d'administration publique visé par l'article 20 de la présente loi déterminera, sur l'actif resté libre après le prélèvement ci-dessus prévu, l'allocation en capital ou sous forme de rente viagère qui sera attribuée aux membres de la congrégation dissoute qui n'auraient pas de moyens d'existence assurés ou qui justifieraient avoir contribué à l'acquisition des valeurs mises en distribution, par le produit de leur travail personnel. »

Le projet du gouvernement dont toutes les parties étaient logiquement dépendantes les unes des autres attribuait ce reliquat à l'Etat (art. 9) sans affectation spéciale.

La Commission de la Chambre des députés modifia deux fois cette première rédaction lorsqu'elle fut saisie du projet ; elle affecta d'abord l'actif net recueilli par l'Etat à la dotation d'une caisse des retraites ouvrières ; puis, revenant sur sa décision, elle soumit à la Chambre une rédaction définitive, d'après laquelle une loi ultérieure devait fixer l'emploi des fonds.

Lorsque la loi fut discutée à la Chambre des députés, M. Trouillot soutint la proposition du gouvernement en assimilant l'actif, dont il s'agissait de régler l'emploi, à des biens vacants et sans maître, qui, dès lors, revenaient à l'Etat. D'autre part, après la clôture de la discussion générale, lorsqu'on arriva au vote de l'article 18,

M. Zévaès proposa un amendement où le droit de l'état sur l'actif net était de nouveau affirmé et où la première rédaction de la Commission, comportant affectation des deniers à la dotation d'une caisse des retraites, était rétablie. Cet amendement fut repoussé. C'est alors que M. Lhopiteau présenta un amendement ainsi conçu : « Passé ce délai (1), les immeubles, non repris ni revendus, devront être vendus et le prix de vente, ainsi que toutes les autres valeurs mobilières, devront être partagés entre les ayants droit. De même il devra être procédé au partage immédiat ou à la vente de tous les biens, meubles et immeubles dont deviendraient co-propriétaires indivis, autrement que par voie d'hérédité en ligne directe ou collatérale, deux ou plusieurs membres d'une Congrégation dissoute.

« Si, dans le délai de six mois, les intéressés n'ont pas effectué les ventes et partages prévus aux deux paragraphes qui précèdent, l'administration des Domaines mettra les immeubles en vente aux enchères publiques, encaissera les prix, se fera remettre les valeurs mobilières et déposera titres et deniers à la caisse des dépôts et consignations pour le compte des ayants droit. »

Malgré l'opposition de M. Waldeck-Rousseau qui vint à la tribune critiquer l'imprécision de ce texte et soutenir qu'il était en contradiction avec les principes généraux de notre droit public, en rappelant notamment que tous les projets antérieurs s'étaient accordés à attribuer à l'Etat les biens des congrégations dissoutes, et en insistant sur l'impossibilité de la part des congréganistes d'arguer de

(1) SIREY, *Lois annotées*, 1902, note n° 103 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

l'existence d'une société de fait, l'amendement de M. Lhopiteau fut voté, à une faible majorité, par la Chambre des députés ; mais le Sénat refusa d'y donner son adhésion ; la Commission sénatoriale s'était ralliée au texte qui a formé le treizième alinéa de l'article 18 : « S'il n'y a pas contestation ou lorsque toutes les actions formées dans le délai auront été jugées, l'actif net est réparti entre les ayants droit », qu'elle faisait suivre d'une disposition en vertu de laquelle les congréganistes ne pourraient jamais réclamer tout ou partie de l'actif, en excipant d'une prétendue société de fait.

Dans le débat en séance publique, un sénateur, M. Tillaye, proposa de faire opérer la répartition de l'actif entre les ayants droit par les tribunaux ; mais il n'insista pas, se tenant pour satisfait par un amendement de M. Guérin qui demandait, purement et simplement, la suppression de la disposition complémentaire que la Commission du Sénat avait insérée dans le texte, excluant expressément l'existence d'une société de fait entre les congréganistes.

Cette suppression fut obtenue et l'amendement de M. Guérin, voté au Sénat, fut adopté purement et simplement par la Chambre des députés quand la loi lui revint ainsi modifiée.

Le texte sorti de ces délibérations (art. 18, 13^e alinéa) a donné lieu à des commentaires en sens divers et d'où le parti pris n'est pas toujours absent ; il semble pourtant assez facile de dégager la volonté dont il est l'expression.

Les promoteurs de la loi portaient du principe que la transmission aux congrégations des biens détenus par elles était illicite et n'avait produit aucun effet ; ils ne

reconnaissaient aux congréganistes, en tant qu'associés, aucun droit individuel au partage du reliquat.

Quant au point de vue qu'a essayé de faire prévaloir M. Lhopiteau, on le chercherait vainement dans les explications assez confuses qu'il a fournies à la tribune. « Qu'on ne me fasse pas dire, a-t-il déclaré (1), qu'en aucun cas, dans cette dissolution des biens, l'Etat n'aura aucun rôle à jouer, ni aucune revendication à exercer ; je laisse soumis au droit commun ; et, justement, en vertu du droit commun, s'il se rencontre des donations dont l'ancien propriétaire n'existe plus, on n'a pas laissé d'héritiers, la succession étant en déshérence, l'Etat l'appréhendera et il aura alors à intervenir, à revendiquer ; mais il ne revendiquera pas en vertu de cette loi, il revendiquera en vertu des lois préexistantes. »

On pourrait conclure de ces paroles, en les prenant au pied de la lettre, que M. Lhopiteau ne voulait pas d'innovation ; qu'il entendait maintenir les droits de l'Etat, tels qu'ils résultaient des lois antérieures mais se refusait à ce que la loi nouvelle lui en accorde de plus étendus ; que sa pensée était de s'en rapporter au droit commun pour la détermination de la propriété des biens à liquider.

Les termes de son amendement sont moins clairs encore que ses explications. Ou ils dépassaient singulièrement le but qu'il se proposait d'atteindre, ou ils prouvent qu'il se faisait du droit commun une idée tout à fait inexacte. Il demandait en effet que dans les six mois à partir de la promulgation de la loi, les immeubles non repris ni revendiqués soient vendus et que le prix en provenant, ainsi

(1) *Journal officiel*, Chambre des Députés, séance du 24 mars 1909.

que toutes autres valeurs mobilières, soient partagés entre les ayants droit ; dans le même délai, devaient être partagés ou vendus tous les biens dont seraient copropriétaires indivis, autrement que par voie d'hérédité directe ou collatérale, les membres des congrégations dissoutes, le tout en dehors de la participation de l'Etat. L'Etat n'intervenait que pour procéder à la réalisation des biens ni vendus ni partagés, dont le produit serait déposé à la caisse des dépôts et consignations pour le compte des ayants droit.

Malgré l'obscurité, peut-être intentionnelle, de cette rédaction, elle tendait assurément à limiter le rôle de l'Etat à assurer l'exécution de la loi. C'est seulement s'il n'était pas procédé aux opérations prescrites comme conséquence de la dissolution, qu'il lui était réservé d'agir. Jusque-là tout se passait comme en matière de liquidation de société. M. Lhopiteau n'a pas défini ce qu'il entendait par ayants droit au partage ; mais l'expression s'appliquait manifestement aux associés, puisque leur inaction seule légitimait une sorte d'expropriation par l'entremise du Domaine et qui ne portait aucune atteinte à leurs droits sur le produit des biens à aliéner par ses soins. La question de propriété était de la sorte tranchée en faveur des congréganistes appelés, *ut singuli*, au partage de l'actif net. Si donc l'amendement avait été voté, il ne serait pas facile de contester que cette disposition, bien qu'en contradiction flagrante avec tout le surplus de la loi, donne gain de cause aux partisans de la société de fait et ne se comprend que si l'on admet que le législateur s'est rallié à leur thèse.

Or, tout en retenant que l'amendement n'est pas resté

sans influence sur la rédaction définitive, il est indéniable que cette rédaction s'écarte sensiblement de celle proposée par M. Lhopiteau et répond à un tout autre état d'esprit.

La Commission du Sénat avait eu garde de se prononcer sur l'attribution ou l'affectation de l'actif net ; toutefois, non contente d'effacer du texte que lui avait transmis la Chambre des députés tout ce qui aurait permis aux congréganistes d'exciper d'une prétendue société de fait, elle avait inséré dans la loi qu'ils ne pourraient jamais réclamer tout ou partie de l'actif en qualité d'associés.

Les observations de M. Guérin qui a sollicité et obtenu la suppression de cette clause additionnelle, ne laissent aucun doute sur la portée de son amendement. Il s'est exprimé ainsi qu'il suit : « L'amendement (1) que je sou mets au Sénat n'a pas la prétention de trancher la question de propriété ; il ne prend pas partie entre les prétentions concurrentes et rivales, entre l'Etat qui pourra être déclaré propriétaire de ces biens et les membres des Congrégations qui les revendiqueront ; je ne prends pas parti dans ce litige, parce que je crois que nous sommes incompétents pour le trancher, je me contente de le réserver et d'en renvoyer la solution devant ses juges naturels, c'est-à-dire devant les tribunaux civils ». Et, plus loin, résumant ses explications, il ajoutait : « Que le parlement dépasserait son droit si, après avoir ordonné la liquidation des biens, il intervenait dans l'attribution et la dévolution de ces biens, et c'est à ce point de vue spécial, au nom du principe de la séparation des pouvoirs,

(1) SIREY, *Lois annotées*, 1902, note n° 122 de la loi du 1^{er} juillet 1901, Discours de M. Guérin.,

qu'il demandait au Sénat de repousser l'addition de la Commission. »

C'est cette manière de voir, formulée en des termes dont la clarté ne laisse rien à désirer, qui a prévalu. Tandis que, dans l'amendement Lhopiteau, l'expression « ayants droit » désignait implicitement les membres des Congrégations dissoutes, elle cesse d'être concrète et prend une signification indéterminée qui ne définit plus les personnes auxquelles elle s'applique dans le texte préparé par la Commission du Sénat et amendé par M. Guérin. En l'employant, le législateur a entendu simplement déclarer que l'actif net sera réparti entre ceux à qui il appartiendra. Mais à qui doit-il revenir ? Il s'est abstenu de l'indiquer. Arrivé à ce tournant de la voie où il s'était engagé, il a été induit à considérer, d'après les motifs développés par M. Guérin, que le principe de la séparation des pouvoirs s'opposait à ce qu'il s'immisce dans une question de propriété, qui, inopinément, lui a paru controversée et dont par suite la solution était du ressort du pouvoir judiciaire. Tout le monde, à de rares exceptions près, était d'accord pour ne pas donner à la loi un caractère de spoliation. Et, dès qu'on a éprouvé des doutes sur le point de savoir si les congréganistes avaient des droits à faire valoir en tant qu'associés, les leur dénier a semblé excessif et on s'en est remis aux tribunaux pour les apprécier.

Tel est le sens du treizième alinéa de l'article 18 qui laisse intacts les droits de l'Etat, aussi bien que ceux des congréganistes et d'où il ne résulte aucun préjugé favorable ou défavorable à l'existence de la société de fait.

Mais, pour mettre en lumière l'intention du législateur,

il n'est pas permis de faire abstraction du surplus de la loi et, même avec cette portée restreinte, la disposition dont il s'agit détonne dans l'ensemble dont elle fait partie.

A ce moment de la discussion, la majorité avait marqué quelque lassitude. Des hésitations s'étaient manifestées, susceptibles de compromettre le sort de la loi et avec lesquelles il a fallu transiger. De là est sorti un texte qui, bien qu'assez incolore, est très malaisément conciliable avec les dispositions qui le précèdent et qui le suivent. Le législateur semble avoir momentanément oublié que la question de l'existence des sociétés de fait, qu'il renonçait à trancher dans le treizième aliéna de l'article 18, toutes les autres mesures édictées par lui la supposaient résolue dans le sens de la négative.

Il en est spécialement ainsi de l'article 17, dont l'importance est capitale, puisqu'il pose le principe en vertu duquel sont dépossédées les congrégations et que c'est en lui que trouve sa raison d'être l'article 18, relatif à la liquidation.

« Sont nuls, porte l'article 17, tous actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée ou toute autre voie indirecte, ayant pour objet de permettre aux congrégations légalement ou illégalement formées de se soustraire aux dispositions des articles 2, 6, 9, 11, 13, 14 et 16. »

La nullité dont il s'agit ne vise pas simplement l'avenir; elle atteint rétroactivement les actes accomplis avant la mise en vigueur de la loi. C'est en effet dans la nullité ainsi présumée que trouve sa justification l'appréhension

par les liquidateurs des biens reposant sur la tête, soit des associations elles-mêmes, soit des personnes interposées, et l'unanimité des tribunaux à maintenir cette main-mise, dans tous les cas où il a paru constant que le bien appréhendé faisait réellement partie du patrimoine de l'association religieuse, prouve que cette interprétation n'est plus contestée.

Or, si tous les actes antérieurs à la loi de 1901, quelle qu'en soit la nature, et par cela seul qu'ils sont attributifs d'un droit de propriété aux associations religieuses non autorisées ou à leur prête-nom, sont tenus pour inopérants, une disposition aussi radicale, dans le cas où les auteurs de la loi n'auraient pas estimé que les actes dont il s'agit étaient dès l'origine entachés d'une nullité d'ordre public, équivaldrait à une véritable confiscation. Qu'est-ce, en effet, autre chose qu'une spoliation, qu'annihiler des droits acquis au moyen d'actes réguliers et valables ? Et cependant, dans l'hypothèse du dédoublement des congrégations en deux associations, l'une purement religieuse, l'autre temporelle et participant par ses conditions et son objet de la nature des sociétés proprement dites, la société de fait aurait été investie de la capacité que nul ne dénie aux autres sociétés de même espèce, et les acquisitions faites pour son compte, ou du moins la plupart d'entre elles, auraient été inattaquables. Donc, les auteurs de la loi, qui n'ont pas cessé de protester contre toute idée de spoliation ou de confiscation, qui ont répété à satiété qu'ils se bornaient à appliquer aux congrégations les principes de notre droit public, à mettre fin à la tolérance dont elles avaient indûment bénéficié, n'ont proclamé la nullité des titres sur quoi étaient fondés leur droit

de propriété ou ceux de leur prête-nom, que parce que, à leurs yeux, les congrégations n'avaient jamais eu, sous aucune forme, soit comme association soit comme société de fait, la capacité d'acquérir et de posséder.

En outre, les conséquences que l'article 18, abstraction faite du treizième alinéa, tire de la nullité prononcée par l'article 17, sont exactement celles qui devaient logiquement en découler pour répondre à la même inspiration.

Puisqu'il était reconnu que les actes, à l'aide de quoi les congrégations avaient acquis directement ou par personne interposée les biens détenus par elles, étaient demeurés sans effet, il en résultait que les droits des précédents propriétaires continuaient à subsister, et c'est ce que la loi n'hésita pas à en conclure.

Elle autorisa donc la restitution au profit des congréganistes eux-mêmes de tous les biens dont ils ont fait l'apport, considérant comme tels, non seulement ceux qui leur appartenaient antérieurement à leur entrée en religion et ceux qu'ils ont recueillis depuis, soit par succession *ab intestat* en ligne directe ou collatérale, soit par donation ou legs en ligne directe, mais encore ceux qui leur auraient été donnés ou légués autrement qu'en ligne directe, à condition toutefois pour ces derniers de faire la preuve qu'ils n'ont pas été personnes interposées (art. 18, alinéas 5 et 6).

De même, elle décide « que les biens et valeurs acquis à titre gratuit et qui n'auraient pas été spécialement affectés par l'acte de libéralité à une œuvre d'assistance, pourront être revendiqués par le donateur, ses héritiers ou ayants droit ou par les héritiers ou ayants droit du testateur, sans qu'il puisse leur être opposé aucune prescrip-

tion pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation » (art. 18, alinéa 7).

Nous avons déjà rapporté (page 50) les remarques que ce texte a suggérées à M. Waldeck-Rousseau. Il n'a pas trouvé de contradicteur quand il est venu affirmer à la tribune qu'on ne peut revendiquer que sa propre chose et non celle d'autrui ; que l'action en revendication est celle en vertu de laquelle un propriétaire réclame ce qui lui appartient et que, par suite, dire qu'après trente ans et plus les auteurs des libéralités ou leur représentant seront fondés à revendiquer et à reprendre les biens donnés, c'est dire qu'ils sont restés propriétaires, que l'acte par lequel ils avaient consenti à s'en dessaisir est non avenu. Et dès lors c'est à juste titre que le président du Conseil des ministres a estimé exclues par les dispositions de l'article 18, les sociétés de fait, et jugé inutile l'insertion dans la loi d'un texte spécial à cette fin.

Le Parlement avait donc pleine conscience de la portée de sa décision quand il a voté les alinéas 5, 6 et 7 de l'article 18, et il n'a pas été arrêté par les scrupules auxquels il a obéi lorsqu'il a dû régler le sort des biens des congrégations ayant une autre origine, de ceux notamment dont les précédents propriétaires étaient inconnus ou n'avaient aucun intérêt à revendiquer une chose qu'ils n'avaient abandonnée qu'en échange de prestations équivalentes, ou négligeaient d'exercer leur action en reprise. C'étaient des biens vacants et sans maître du moment que, d'une part, ils n'étaient pas réclamés ou n'étaient pas susceptibles de l'être par les anciens possesseurs, et que, d'autre part, les possesseurs actuels, dépourvus de la capacité d'acquérir, n'en étaient pas propriétaires. Donc

ils revenaient à l'Etat. Le treizième alinéa de l'article 18 ne décide pas le contraire. Le législateur — on a vu dans quelles circonstances — recourt à un biais qui le dispense de se prononcer. Mais son irrésolution n'a pas été de longue durée. Il revient au système auquel se rattachent les autres dispositions des articles 17 et 18, dans l'alinéa suivant qui est ainsi conçu : « Le règlement d'administration publique prévu par l'article 20 de la présente loi, déterminera sur l'actif resté libre, après le prélèvement ci-dessus prévu, l'allocation en capital ou sous forme de rente viagère qui sera attribuée aux membres de la congrégation dissoute qui n'auraient pas de moyens d'existence assurés ou qui justifieraient avoir contribué à l'acquisition des valeurs mises en distribution par le produit de leur travail personnel. »

La contradiction entre cet alinéa et le précédent saute aux yeux. Le précédent ne voulait pas savoir à qui revient l'actif resté libre et laissait aux tribunaux le soin de statuer en cas de contestation. A l'inverse, l'alinéa 14 prévoit, sur l'actif resté libre, des allocations aux membres des congrégations dissoutes, non pour les remplir de leurs droits en qualité d'associés, mais à titre de secours ou de rémunération. On n'accorde pas de secours sur les deniers de la personne secourue et on ne rémunère pas avec les fonds de celui qu'on rétribue. A plus forte raison ne peut-on secourir ou indemniser certains congréganistes aux dépens des autres au moyen des fonds appartenant à ces derniers.

Bien plus, le règlement d'administration publique du 16 août 1901 qui, procédant en vertu de la délégation contenue dans la loi a force de loi, décide (art. 9) que

c'est le ministre, après avoir pris l'avis de la section des finances au Conseil d'Etat, qui déterminera la somme devant être allouée à chaque congréganiste.

Ainsi, en dernière analyse, c'est le gouvernement, c'est-à-dire le représentant de l'Etat, qui admet ou rejette suivant qu'il le juge à propos, les demandes de secours ou d'indemnité, et dispose, dans un sentiment de pure bienfaisance ou d'équité, de l'actif resté libre.

Ici encore, le législateur dénie manifestement aux congréganistes la qualité d'ayants droit au partage. Et, en somme, s'il est légitime de faire entrer en ligne de compte le treizième alinéa de l'article 18, où il admet que la question est controversée, on ne saurait pourtant attribuer à une disposition en quelque sorte aberrante, qui ne se concilie avec aucune autre et se rapporte à un point accessoire qu'elle s'abstient de régler, une autorité susceptible de contrebalancer celle d'un ensemble de dispositions constituant le fond même de la loi et qui impliquent de la manière la plus catégorique l'inexistence des sociétés de fait.

Au surplus, il résultait simplement du treizième alinéa que la reconnaissance et la détermination des droits préexistants rentrait dans les attributions du pouvoir judiciaire, et que la question de propriété, liée à celle de l'existence ou de l'inexistence des sociétés de fait, était du ressort des tribunaux.

Or, la Cour suprême, saisie de la difficulté postérieurement à la loi de 1901, a rendu le 13 mars 1907 un arrêt de principe qui clôt le débat.

La Cour d'appel d'Aix, par un arrêt du 20 mars 1905, avait admis que la Congrégation des Carmélites d'Arles

constituait une société de fait et qu'ainsi elle avait droit à l'actif net provenant des biens liquidés.

Le liquidateur de cette congrégation demanda la cassation de cet arrêt, invoquant à l'appui de son pourvoi le moyen suivant :

« Violation des articles 17 et 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et 7 de la loi du 20 avril 1810 — en ce que l'arrêt attaqué, sans s'expliquer sur les moyens retenus par le jugement de première instance, dont la confirmation était demandée par le liquidateur, a reconnu à une prétendue société de fait existant entre les membres d'une congrégation non autorisée et dissoute en vertu de ladite loi, le droit à l'actif net provenant des biens liquidés, alors qu'aucune société de fait n'a pu naître et se former entre les anciennes religieuses composant la communauté des Carmélites d'Arles ; que, d'autre part, ces religieuses n'avaient pas acquis pour elles-mêmes, mais pour la congrégation dont elles étaient membres, et qu'enfin la loi ne leur reconnaissait d'autres droits sur les biens détenus par la congrégation dissoute et sur l'actif net après la liquidation, que ceux spécifiés aux paragraphes 5, 6 et 13 de l'article 18 de ladite loi. »

Ce moyen a été accueilli dans les termes qui suivent :

« Vu l'article 18, § 13, de la loi du 1^{er} juillet 1901 ; attendu que la qualité d'ayant droit dans la répartition, que prévoit le treizième paragraphe de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901, n'appartient aux membres de la congrégation dissoute que pour le montant des créances de toute nature qui leur sont propres et qu'ils pourraient avoir à exercer individuellement contre la liquidation, mais qu'elle ne saurait résulter du simple fait qu'avant la

dissolution de la congrégation ils auraient joui en commun des biens liquidés ;

« Attendu, en effet, qu'en vertu de l'article 18, le liquidateur est mis en possession de l'ensemble des biens que la congrégation dissoute avait détenus jusque-là, et les congréganistes, ainsi dessaisis, sont dans l'obligation de prouver contre lui que les droits de propriété ou de créance qu'ils réclament font partie de leur patrimoine personnel ; qu'en dehors de ces droits ladite loi ne leur attribue que les allocations prévues par la disposition finale de l'article 18 précité ;

« Attendu que pour attribuer aux dames Debuy et autres le reliquat de la liquidation provenant de la vente de la maison conventuelle d'Arles, l'arrêt se fonde sur ce que lesdites dames ont détenu et possédé en commun cet immeuble jusqu'au jour de la dissolution de la communauté ; qu'il constate, il est vrai, que, parmi les dames susdites figurent les deux dernières survivantes d'une association tontinière qui avait acquis l'immeuble en 1861 ; qu'il constate, en outre, que cet immeuble a fait l'objet de réparations importantes en vue de l'installation de la communauté, et que ces aménagements ont été effectués à l'aide de ressources pécuniaires dont les dames Debuy et autres pouvaient disposer ;

« Mais attendu que, dans cet état des faits, les réclames n'eussent pu être admises à la répartition qu'individuellement, après avoir fait reconnaître en justice le montant de leurs créances respectives, lesquelles seraient provenues de ce que, soit le prix d'acquisition de l'immeuble, soit des impenses dont cet immeuble avait fait l'objet, auraient été payés avec leurs deniers personnels, d'où il

suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt a violé par fausse application le texte de la loi ci-dessus visé ;

« Casse et renvoie devant la Cour de Nîmes (1). »

Il ressort de cet arrêt que les congréganistes ne peuvent être admis à la liquidation qu'individuellement, pour les droits de propriété et de créance faisant partie de leur patrimoine personnel (art. 18, al. 5 et 6) ou pour les sommes qui seraient allouées, soit à titre de rémunération à certains d'entre eux, soit à titre de secours aux vieillards et infirmes qui n'auraient pas d'autres moyens d'existence, et que la thèse des droits corrélatifs à une prétendue société de fait est définitivement condamnée.

La Cour suprême a donc interprété les mots « ayants droit » dans le sens que voulait préciser la Commission du Sénat, et la réserve résultant du vote de l'amendement de M. Guérin n'a abouti qu'à faire consacrer par la jurisprudence la doctrine qui a servi de fondement à toutes les autres dispositions des articles 17 et 18.

Soutenir après cela que les sociétés de fait, tenues pour inexistantes sous l'empire des lois antérieures, ont été investies par celle de 1901 d'une existence fictive, en vue de la liquidation, parce que la propriété ne devait pas rester incertaine pendant la durée de cette opération, serait étrangement paradoxal pour ne pas dire, avec M. Ch. Lesoudier (2), que « ce serait absurde et contradictoire ». Ainsi qu'il l'e fait remarquer, « la condition du congréganiste ne peut être meilleure après la dissolution qu'elle ne l'était auparavant. Avant la dissolution,

(1) *Revue de l'Enregistrement*, n° 4304.

(2) *Revue trimestrielle du Droit civil : De la propriété des biens détenus par les Congrégations illicites*, 1908, n° 2.

il n'était pas propriétaire des biens détenus et, sauf son droit de revendication en ce qui concerne ses apports, il n'avait aucun droit sur eux ; de même, après la dissolution, il n'aura aucun droit sur l'actif net après qu'il aura épuisé l'exercice de ses revendications. »

Dans le système que nous combattons, il faudrait conclure de l'article 17 que les actes qu'il déclare nuls comme contraires à l'ordre public, et qui, dès lors, n'étaient ni translatifs, ni obligatoires et n'avaient créé aucun lien entre les contractants, n'ont commencé à produire de l'effet qu'à partir du jour où cette nullité a été prononcée ; que c'est à partir de ce jour seulement que les biens qu'ils concernaient auraient passé sur la tête des collectivités qui étaient auparavant incapables d'acquérir et de posséder et qui se trouveraient habilitées par le texte même qui tire de cette incapacité les conséquences qu'elle comporte !

On va plus loin encore. Les actes accomplis au nom de personnes interposées sont assimilés par l'article 17 à ceux accomplis au nom des congrégations elles-mêmes et déclarés nuls au même titre et pour les mêmes causes. Par suite, les biens qui en ont fait l'objet n'ont jamais appartenu ni au prête-nom, ni à la congrégation. Ils sont restés la propriété du vendeur ou de l'auteur de la libéralité, puisque le contrat en vertu duquel ceux-ci étaient censés s'être dépouillés de leurs droits ne s'est pas formé. Et, alors que le prête-nom de la congrégation n'a, en réalité, rien acquis, ni pour lui ni pour elle, l'on veut que la constatation qu'il a agi dans l'intérêt de la congrégation ait un caractère translatif qui n'appartenait pas à l'acte originaire lui-même. La nullité du contrat prove-

nant précisément de ce que l'acquéreur, que dissimulait le prête-nom, était la congrégation, il serait puéril de rechercher ce que la constatation de ce fait a pu transférer à la congrégation. Ce n'est pas la propriété elle-même, elle en aurait été investie *ab initio* si le contrat avait été valable, — et ce n'est pas le droit apparent qui est inséparable du droit réel qu'il déguise et qui ne saurait exister quand le droit réel n'existe pas. A quoi rattacher dès lors le droit de mutation ?

On oppose vainement à ces considérations les principes de notre législation en matière de propriété qui ne souffre pas qu'elle reste incertaine un seul instant, qui exige impérieusement la simultanité du dessaisissement de l'ancien possesseur et du saisissement du nouveau.

C'est très vrai, mais la seule conséquence est que pendant la durée de la liquidation et jusqu'à la vente par les soins du liquidateur, les biens qu'avaient détenus les congrégations ont continué de reposer sur la tête des personnes qui en étaient propriétaires, quelles qu'elles soient, et que c'est d'elles que les adjudicataires sont censés les avoir acquis.

La condition pour qu'ils soient considérés comme appartenant aux sociétés de fait jusqu'à l'aliénation est donc qu'il soit constant, juridiquement parlant, que le droit de celles-ci est antérieur à la mise en liquidation, et c'est ce que la loi de 1901 ne permet pas de prétendre.

Sans doute elle n'autorise la restitution aux anciens propriétaires des biens cédés aux associations religieuses qu'en cas d'apport ou de libéralité. Les cédants à titre onéreux ayant reçu l'équivalent de la chose abandonnée par eux, ç'eût été compliquer inutilement les opérations

de la liquidation que leur conférer une action en revendication qu'ils n'auraient pu exercer qu'à charge de rendre ce qu'ils avaient touché et qui ne leur aurait fourni aucun avantage. Les biens de cette provenance sont assimilés à ceux dont le véritable propriétaire ne s'est pas fait connaître ou a négligé d'agir pour rentrer en possession. La propriété n'est nullement incertaine. Les biens qui n'ont pas d'autres maîtres, soit parce qu'ils sont abandonnés, soit parce que l'ayant droit a cessé d'exister sans laisser de successeur, soit pour toute autre cause, appartiennent à l'Etat.

Déduire la survivance des sociétés de fait de ce que, s'il en était autrement, la propriété n'ayant pas de titulaire resterait en suspens, est absolument antijuridique. Elle ne reste pas en suspens, elle tombe dans le domaine public (1). Il n'était donc pas nécessaire que la loi crée une personne civile pour servir de support à la propriété

(1) Cette conséquence n'a pas échappé au Tribunal d'Auxerre, le jugement précité du 27 mars 1907 est ainsi conçu :

« Attendu que la loi de 1901, en même temps qu'elle a prononcé la dissolution des Congrégations non autorisées, les a dessaisies des biens qu'elles détenaient et a statué sur les attributions qui devaient être faites de ces biens; qu'elle a décidé notamment, qu'après l'exercice des actions en reprise ou revendication réservées aux personnes désignées dans la loi, l'actif net serait réparti entre les ayants droit; que sur la question controversée de savoir si ce reliquat actif serait ou non propriété des congréganistes, la Cour de cassation, par un arrêt en date du 13 mars dernier, a décidé qu'ils n'avaient pas d'autres droits sur l'actif que les allocations prévues par la disposition finale de l'article 18, en d'autres termes que l'actif net appartient à l'Etat; qu'il suit de là que, lorsque le jugement du Tribunal qui seul aurait pu éventuellement servir de base à la perception des droits, en faisant tomber la fiction préexistante, a débouté la société civile et certains congréganistes de leur action en revendication contre le liquidateur, la propriété des biens revendiqués ne pourrait plus alors, quels que soient les termes du jugement, reposer sur la tête de la Congrégation, puisque, par le simple jeu de la loi du 1^{er} juillet 1901, ces biens devenaient au même instant la propriété de l'Etat, au

pendant la période de liquidation. En ce qui concerne l'assiette de la propriété, la mise en liquidation n'a rien changé à la situation antérieure. A ce point de vue et provisoirement, elle a laissé subsister les droits préexistants ; et ceux des sociétés de fait, comme tous les autres, auraient survécu, à moins d'une disposition contraire de la loi, si elles en eussent possédé. Or, elles n'en possédaient aucun, ainsi que l'a surabondamment démontré l'exposé du régime de congrégations sous l'empire des lois de 1790, 1817 et 1825, l'analyse des dispositions de la loi de 1901 et l'examen de l'état actuel de la jurisprudence. De plus, puisque, au lieu de conférer rétroactivement une validité — même précaire — aux acquisitions réalisées pour le compte des congrégations, la loi de 1901 les annule comme illicites et réitére, pour l'avenir, l'interdiction dont elles étaient frappées pour le passé, il est évident qu'elle n'implique nullement, — comme sont

même titre que ceux qu'un jugement aurait, sur la demande d'un curateur fait rentrer dans le patrimoine d'une succession en déshérence ; que quelle que soit la rigueur des lois fiscales, elles ne sauraient aller jusqu'à autoriser l'administration de l'Enregistrement à réclamer un droit de mutation sur un transfert au profit de l'Etat. »

Le principe ainsi affirmé est exact, mais les déductions comportent certaines réserves, l'Etat n'était pas partie au procès pendant entre le prête-nom et le liquidateur. Le jugement qui est à son égard *res inter alios acta* n'opère donc pas de mutation à son profit. La non-exigibilité du droit proportionnel résulte de ce qu'il n'est pas translatif se bornant à constater que le prête-nom n'a acquis ni pour lui-même, attendu qu'il agissait dans l'intérêt de la congrégation, ni pour cette dernière qui n'avait pas la capacité d'acquérir.

L'assimilation du liquidateur au curateur d'une succession vacante (et non en déshérence, les successions en déshérence sont régies directement par l'Etat) est d'ailleurs inexacte.

Un jugement, qui maintiendrait un curateur en possession des biens revendiqués par un prête-nom, réaliserait au profit de la succession représentée par le curateur une mutation de la propriété apparente et serait passible de l'impôt en conséquence.

réduits à l'alléguer les partisans de l'application du droit de mutation, — la survie de prétendues sociétés de fait dont l'existence n'a été imaginée que pour tourner la loi et légitimer l'indue possession à laquelle le législateur s'est proposé de mettre fin.

C) Les décisions de l'espèce, qui sont simplement déclaratives de la nullité de l'acquisition, ne sont passibles que du droit fixe.

D'après les considérations qui précèdent, la situation apparaîtrait assez simple si nous avions été assez heureux pour mettre nettement en lumière les principes d'où elle découle.

Voici un liquidateur qui a appréhendé, comme faisant partie de la masse des biens détenus par la congrégation non autorisée, un immeuble dont la propriété apparente réside sur la tête d'un tiers. Ce tiers, que les conditions où il se trouve, rangent dans la catégorie des personnes réputées interposées, revendique l'immeuble. C'est donc à lui qu'incombe le fardeau de la preuve et ne pouvant établir qu'il a acquis l'immeuble pour son propre compte, il est débouté de ses prétentions.

Pour que le jugement qui repousse sa demande opère une mutation, soit réelle, soit tout au moins apparente, il faut que la qualité dont le prête-nom se disait investi en vertu du titre invoqué par lui soit transférée à la partie adverse. Le contrat judiciaire, où l'autorité de la chose jugée tient lieu du consentement des contractants, ne se forme qu'entre les parties à l'instance. Il n'est translatif qu'autant qu'il dessaisit l'une au profit de l'autre. Or, dans l'espèce, le prête-nom et le liquidateur représentant la congrégation ou la société de fait qui aurait existé entre ses membres sont les seules parties du procès. Par suite, le droit de mutation n'est exigible que si le prête-nom est dessaisi au profit de la congrégation ou de la société de fait.

Est-ce le résultat du jugement ? En aucune manière. Le jugement se borne à faire une application pure et simple

de l'article 17 de la loi de 1901, qui, partant du principe que tous les actes concernant les congrégations, ceux accomplis directement comme ceux accomplis par personne interposée, ont le même objet qui était illicite et sont inexistants aux yeux de la loi pour la même cause, annule les uns et les autres en termes identiques et sans établir entre eux aucune distinction. Les prétentions du prête-nom sont écartées, non pas parce qu'elles visent un bien appartenant à la congrégation ou à la société de fait et qui doit lui revenir, mais parce que, à raison de la nullité radicale de l'acte ou de la disposition invoquée, le bien revendiqué a continué d'appartenir à la personne qui s'en était dessaisi, à titre onéreux ou gratuit, au profit de la congrégation, par l'intermédiaire et sous le couvert du prête-nom. La congrégation n'est pas substituée au prête-nom ; l'acquisition reconnue nulle à l'égard de ce dernier l'est également en ce qui la concerne et en ce qui concerne ses membres, *ut singuli*, dont l'association n'avait pas le caractère d'une société de fait et que ni la loi ni la jurisprudence, dans son état actuel, ne permettent d'envisager comme telle. Aussi, les jugements rendus au profit des liquidateurs décident simplement que la conséquence de l'élimination du prête-nom est que le bien réclamé a été compris à bon droit dans l'actif à liquider. Mais les biens composant l'actif à liquider n'appartenaient pas à la congrégation ; ils étaient seulement détenus par elle. La décision n'a donc pas eu pour effet de faire entrer et de maintenir le bien litigieux dans le patrimoine de la congrégation pendant la durée de la liquidation.

Par l'annulation de l'acte passé au nom de la personne interposée, elle a remis les choses dans l'état où elles

étaient auparavant. Le fait d'englober une valeur dans l'actif à liquider ne préjuge rien au sujet de la propriété. L'état de celle-ci n'est pas modifié. Les auteurs des apports ou des libéralités restent investis de leurs droits, de même que l'Etat conserve les siens sur les biens sans maître et cela en vertu de la loi et non du jugement. Le jugement est purement déclaratif et c'est pourquoi il tombe sous l'application de l'article 68, § 3, n° 7 de la loi du 22 frimaire, an VII, aux termes duquel « sont sujets au droit fixe de 3 francs (aujourd'hui 7 fr. 50) les jugements des tribunaux civils de première instance ou sur appel, portant résolution de contrat ou de clauses de contrat pour cause de nullité radicale ».

La Cour de cassation, dans deux arrêts des 24 décembre 1877 (1) et 26 avril 1882 (2) a défini de la manière suivante le sens des mots « nullité radicale ».

« La nullité radicale, dans le sens de la disposition précitée, s'entend de celle qui donne lieu de supposer qu'il n'y a pas eu de contrat, qui affecte la convention dans son essence même et par conséquent dans son caractère obligatoire entre les parties. » Tandis que la nullité relative ne s'attaque pas à la formation même de la convention, qu'elle ouvre seulement au profit de certaines personnes et pendant un temps déterminé une possibilité d'annulation, la nullité radicale est absolue et de plein droit ; elle vicie à tel point la convention qu'elle l'empêche d'avoir jamais pu exister. La loi fiscale est donc parfaitement logique quand elle soumet au droit de mutation le jugement qui prononce pour cause de nullité relative la réso-

(1) S. 78, 1, 82.

(2) J. E., 21866.

lution d'un contrat translatif puisque, dans ce cas, l'ancien possesseur est réintégré dans le droit dont il était dessaisi, et quand elle exonère les résolutions pour cause de nullité radicale puisque en cette occurrence, le contrat résolu, étant demeuré inopérant, le jugement ne réalise pas une seconde mutation.

D'un autre côté, la capacité de contracter est l'une des quatre conditions essentielles déterminées par l'article 1108 du Code civil pour la validité des conventions. Lorsqu'elle fait défaut, l'acte est vicié dans son essence, et la nullité dont il est affecté est absolue et de plein droit. « Attendu, porte une délibération de l'administration de l'enregistrement du 31 décembre 1830 (1), que le mineur s'étant engagé sans autorisation, la nullité était de droit ; que le jugement qui, pour cette cause, prononçait la nullité du contrat, était dans le cas de l'application de l'article 68, § 3, n° 7 de la loi du 22 frimaire an VII, qui ne soumet qu'au droit fixe les jugements portant résolution de contrat pour cause de nullité radicale ». Même solution au sujet de la vente par un interdit, « attendu que la cause de la nullité était et devait être notoire (C. C. 503) ; que, dès lors, l'acquéreur ne pouvait pas s'opposer avec succès à la décision judiciaire qui devait en résulter ; que cette nullité était radicale, puisqu'elle ne pouvait être couverte ni par une ratification, ni par aucun autre moyen, dit que cette incapacité, juridiquement déclarée, subsistait toujours ; d'où résultait que l'article 68, § 3, n° 7 de la loi de frimaire était applicable et qu'il n'était dû que le droit fixe (2). »

(1) J. N., 7325.

(2) DEL, du 4 novembre 1831. S., 33, 2, 224.

Mais l'incapacité des congrégations est beaucoup plus absolue que celle des mineurs et des interdits. Ceux-ci constituent du moins des personnes habiles à posséder. Leur incapacité d'agir par eux-mêmes tient seulement à ce qu'ils sont réputés manquer du discernement nécessaire pour agir en connaissance de cause, ce qui équivaut à l'absence de consentement. Quant à l'incapacité des congrégations, elle est sans limite comme sans remède puisqu'elle a pour cause leur inexistence, en tant que personnes civiles, qu'on ne peut imaginer un consentement ou une obligation émanant de ce qui n'existe pas, que le néant ne peut contracter ni personne pour lui.

Cela posé, il est évident que la disposition principale du jugement qui déboute le prête-nom, est la résolution du contrat en vertu duquel le demandeur avait la propriété apparente du bien revendiqué. Le maintien de ce bien dans l'actif à liquider n'est que la conséquence du rejet de la demande, et le rejet de la demande est fondé exclusivement sur le vice de la convention qui servait de base à l'action en revendication. Or, ce vice a manifestement le caractère d'une nullité radicale, car il est inhérent à l'incapacité absolue de la congrégation de contracter, soit directement soit par personne interposée. Nous nous trouvons donc en présence d'un jugement qui n'est translatif ni effectivement ni en apparence et qui, se bornant à prononcer la résolution du contrat soumis au tribunal pour cause de nullité radicale, est expressément exonéré du droit de mutation par l'article 68, § 3, n° 7 de la loi du 22 frimaire an VII.

PARAGRAPHE DEUXIEME

La nullité d'ordre public dont l'art. 17 frappe les acquisitions des Associations religieuses non autorisées, ne s'oppose-t-elle pas à ce qu'un effet translatif puisse être attribué au jugement qui aurait pour résultat d'investir une Association religieuse d'un droit de propriété dont l'acquisition lui est interdite ?

Il nous paraît démontré :

D'une part, que la condition qui caractérise les mutations de propriété, dites apparentes, et à quoi est subordonnée la perception du droit proportionnel — à savoir la transformation en un droit manifeste du droit occulte du véritable propriétaire, au moyen du transfert à son nom du titre établi au profit du pseudo-acquéreur — n'est pas remplie par le jugement rendu au profit du liquidateur contre le prête-nom.

D'autre part, que ce jugement, en constatant la nullité d'un contrat inexistant, ne dépouille pas le prête-nom d'un droit qui ne lui avait pas été transmis et ne fait pas passer ce droit sur une autre tête et que, dès lors, il rentre dans la catégorie des jugements qualifiés, improprement d'ailleurs, « jugements de résolution pour cause de nullité radicale » (le contrat n'est pas résolu ; il n'a jamais été formé) que la loi fiscale assujettit au droit fixe.

Notre tâche est donc terminée et ce n'est qu'à titre surrogatoire que, nous plaçant à un autre point de vue, nous ferons valoir une dernière considération.

Supposons, bien qu'il ne soit plus permis de le soutenir,

que, sous le régime antérieur à la loi de 1901, les congrégations non autorisées aient été capables d'acquérir et de posséder, sous le couvert de sociétés de fait qui seraient résultées, entre leurs membres, des liens qui les unissaient en vue d'une œuvre commune ; dans ce cas, la dissolution des associations n'aurait pas entraîné leur disparition complète et immédiate. L'ancien état des choses aurait subsisté dans la mesure où c'était indispensable pour que la propriété des biens ayant appartenu aux sociétés de fait ne reste pas incertaine pendant qu'il serait procédé à la liquidation ordonnée par la loi nouvelle. Cette propriété aurait continué de reposer sur la tête des sociétés de fait, jusqu'au moment où les biens seraient passés entre les mains d'un nouveau possesseur. La survie du droit préexistant et par conséquent de l'ayant droit serait indéniable.

Eh bien ! dans cette hypothèse, c'est-à-dire en tenant pour exacte la doctrine que nous nous sommes attachés à réfuter, l'exigibilité du droit de mutation sur le jugement qui alors serait fondé, non sur l'inexistence du contrat, mais sur ce que l'acquéreur apparent n'a pas agi pour son compte, serait encore inadmissible, et cela pour un motif particulier qui peut être exposé en peu de mots.

De ce que la société de fait aurait survécu en tant que support de la propriété pendant la durée de la liquidation, il ne s'ensuivrait nullement qu'elle aurait conservé la faculté d'acquérir au cours de la même période.

Il ressort de nos explications au sujet de la propriété apparente (chap. I) que l'exigibilité du droit proportionnel sur le jugement qui, en cas d'acquisition sous le couvert d'un prête-nom, révèle le véritable propriétaire et restitue

à ce dernier la qualité qui lui appartenait effectivement dès l'origine, implique nécessairement que le jugement n'a pas d'effet rétroactif, que la mutation qu'il réalise est actuelle, qu'elle ne remonte pas au jour de l'acquisition primitive et ne se confond pas avec elle ; car, sans cela, un second droit de mutation ne saurait être réclamé.

Etant concédé que l'association religieuse qui se dissimulait derrière le prête-nom constituait virtuellement, au moment où ce dernier s'est entremis, une société au sens de l'article 1832 du Code civil, apte à fonctionner comme telle et à accomplir les actes qu'autorise cette fonction ; l'acquisition au nom de l'intermédiaire aurait été en réalité faite pour le compte de la société, non à l'égard des tiers mais dans ses rapports avec le prête-nom. Cette première mutation se serait accomplie dans les conditions d'où résulte normalement le déplacement ultérieur, non de la propriété elle-même, mais du titre qui l'a conféré, lorsque, à l'égard des tiers, au prête-nom est substitué le véritable acquéreur.

Il ne suffit pas toutefois de cette circonstance pour justifier la thèse de l'administration de l'Enregistrement.

Puisque l'attribution au véritable acquéreur de la qualité dont l'acte simulé investissait le prête-nom engendre, au point de vue fiscal, une seconde mutation, indépendante de la première, et qui se réalise à l'instant même où la substitution a lieu, ce n'est point assez qu'à l'époque où le prête-nom agissait pour le compte de la congrégation, celle-ci, en tant que société de fait, ait été en situation d'acquérir valablement ; il est, de plus, de toute nécessité qu'elle n'ait pas perdu la capacité d'acquérir à l'heure où le jugement rendu au profit du liquida-

teur, en écartant le prête-nom, est censé opérer un nouveau transfert. La seconde mutation est, comme la première, assujettie à toutes les règles qui déterminent la validité des contrats ; du moment qu'on soutient que le jugement transmet à la société de fait une propriété qui reposait auparavant sur une autre tête, il faut pour que le transfert ait eu lieu et donne ouverture au droit de mutation qu'à cet instant précis la capacité d'acquérir n'ait pas manqué à la personne qui jouait le rôle de nouveau possesseur.

Or, quelle que soit l'opinion que l'on professe au sujet, soit de l'existence de sociétés de fait entre congréganistes sous le régime antérieur à la loi de 1901, soit de la nature et de l'étendue des droits civils attachés à cette organisation, et, tout en admettant que la loi de 1901 laisse reposer provisoirement et jusqu'à ce que la liquidation en ait disposé, sur la tête de ces associations qu'elle dissout, la propriété des biens possédés antérieurement par elles, on est invinciblement amené à reconnaître que ladite loi met un obstacle absolu à ce qu'il soit effectué des acquisitions nouvelles au nom et pour le compte de ces associations.

Non contente de supprimer et annihiler celles qui s'étaient formées sans autorisation (art. 18), elle range dans la catégorie des actes délictueux la formation d'associations de l'espèce, la prohibe sous peine d'emprisonnement et d'amende (art. 16) et déclare nuls les actes les concernant (art. 17).

La nullité ainsi prononcée est d'ordre public au premier chef ; elle est de celles qui vicient le contrat dans son essence ; par conséquent, toute acquisition faite après la

promulgation de la loi de 1901 pour le compte d'une congrégation, ou, ce qui revient au même, de la société de fait qu'elle constituerait, serait radicalement nulle, et il ne serait pas besoin d'autre motif pour que l'acte ou le jugement auquel on viendrait attribuer un pareil effet ne puisse être considéré comme translatif et assujetti au droit de mutation.

On objectera que le préposé de la régie n'est pas juge de la validité des actes qui lui sont présentés, que les droits sont acquis au Trésor par le seul fait que l'acte est revêtu de toutes les formes extérieures propres à constater la convention, que l'administration n'a pas à se préoccuper de la valeur obligatoire des conventions qui lui sont soumises pour recevoir la formalité.

« Sa fonction, dit un arrêt de la Cour de cassation du 26 juillet 1869 (1), consiste à percevoir l'impôt et nullement à contrôler la régularité des conventions et à en rechercher la valeur obligatoire.

« Attendu, dit encore la Cour, que les droits applicables à une convention sont acquis au Trésor par le seul fait de l'existence d'un acte revêtu de toutes les formes extérieures propres à constater la convention, encore bien que ledit acte puisse être annulé à raison des vices et des causes de nullité qu'il renferme ; que la perception se règle d'après sa nature et sa teneur ; que le receveur n'a pas mission de contrôler et d'apprécier son efficacité légale, mais seulement d'assurer le recouvrement de l'impôt. »

C'est là, il est vrai, une des règles fondamentales de la

(1) *Instructions générales de la Régie*, n° 2393, § 5.

perception des droits d'enregistrement, et elle serait évidemment applicable au jugement qui, intervenu entre la congrégation et le prête-nom, attribuerait à la première un droit de propriété dont l'autre partie était jusqu'alors ostensiblement investie.

Le cas échéant, le receveur n'aurait pas eu à examiner si, eu égard aux dispositions de la loi de 1904, la mutation paraissant résulter du contexte du jugement s'était réellement produite. L'efficacité juridique de l'acte du juge aurait échappé à son appréciation. Les droits calculés d'après les tarifs en vigueur eussent été acquis au Trésor d'après le caractère extérieur du jugement, quelle que fût sa valeur obligatoire.

Mais il importe de ne pas oublier qu'on chercherait en vain dans les jugements qui maintiennent dans l'actif à liquider les biens revendiqués par le prête-nom une disposition ayant le sens et la portée de celle dont il vient d'être question.

Nous ne pouvons que le répéter, tous les jugements dont il s'agit, sans exception, visent en termes exprès l'article 17 de la loi de 1904 lorsqu'ils n'en reproduisent pas le texte, et ils se fondent exclusivement sur cette disposition pour rejeter la demande du revendiquant.

Ce n'est donc pas le jugement qui est affecté d'un vice dont le préposé de la régie ne serait pas juge et qui entraînerait la nullité de la mutation. C'est la mutation que l'on veut faire résulter du jugement qui serait nulle d'après la loi même qui est mise à exécution. Et cette nullité, le jugement, par sa référence à l'article 17, la constate en termes formels.

Le système que nous combattons aboutirait donc à ce

résultat qu'il placerait le receveur en présence d'un jugement qui, translatif parce qu'il dessaisit le prête-nom au profit de la congrégation, prononce simultanément la nullité de la mutation qu'il opère, de telle sorte que même dans l'hypothèse envisagée, le droit proportionnel ne serait pas exigible (1).

Vu :

Lyon, le 25 mai 1909.
Le Président de la thèse,
P. GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 26 mai 1909.
Le Doyen de la Faculté,
C. FLURER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 27 mai 1909.
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
F. JOUBIN.

(1) La Chambre civile de la Cour de cassation a rendu le 26 avril 1909 un arrêt qui décide, conformément à l'opinion que nous avons soutenue dans cette thèse, que les jugements, dont il s'agit, n'opèrent aucune mutation de propriété et se bornent à confirmer la situation juridique créée aux parties par la loi de 1901.

Cet arrêt est ainsi conçu :

« Attendu que, conformément aux prescriptions de la loi du 1^{er} juillet 1901, Desreumeaux a été nommé, par jugement du Tribunal civil de Lille du 10 novembre 1904, liquidateur des biens détenus en France par la congrégation non autorisée des religieuses Sacramentines de Marie Auxiliatrice; que Meffre, agissant en qualité de légataire universel de la demoiselle Desticker, supérieure de ladite congrégation, décédée le 17 mars 1904, a revendiqué deux immeubles, situés l'un à Dunkerque et l'autre à Lille, sous le prétexte qu'ils appartenaient personnellement à la testatrice, qui avait pu, dès lors, librement en disposer, mais que par jugement du 4 mai 1905, il a été débouté de sa demande; que ce jugement constate que les immeubles litigieux, « acquis dans un but déterminé » par la demoiselle Desticker, qui n'était qu'un prête-nom, sont devenus, lors de la fondation de la congrégation, biens de celle-ci et n'ont pu faire l'objet de la disposition testamentaire de cette demoiselle au profit de Meffre, qui n'est lui-même qu'une personne interposée « représentant la

« congrégation des Sacramentines dissoute en France, mais continuant à exister à l'étranger » ;

« Attendu qu'aux termes de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901, les congrégations non autorisées, existantes au moment de sa promulgation, qui — de même que la congrégation des religieuses Sacramentines de Marie Auxiliatrice, — ne justifient pas, dans les trois mois, qu'elles ont fait les diligences nécessaires pour obtenir l'autorisation, sont réputées dissoutes de plein droit et que la liquidation des biens détenus par elles a lieu en justice ;

« Attendu qu'il résulte de ce texte que la loi dessaisit immédiatement une congrégation dissoute de la totalité des biens détenus par elle, lesquels sont, tous, attribués de plein droit à la masse à liquider ; que, sans doute, ils peuvent, dans le délai légal, être revendiqués par ceux qui s'en prétendraient propriétaires ; mais que la demande en revendication, si elle est formée, n'a pour effet que de suspendre l'exécution de la loi en ce qui concerne la liquidation ; que si donc le rejet en est prononcé, la loi reprend tout son empire à l'égard des biens dont elle a dessaisi la congrégation ;

« D'où il suit qu'en décidant que le jugement, qui a débouté Meffre, n'avait opéré aucune mutation de propriété, mais s'était borné à confirmer la situation juridique créée aux parties, dans l'espèce, par le seul effet de la loi, le tribunal, loin d'avoir violé les textes visés au moyen, en a fait une juste application ;

« Rejette... »

63.365. — Imp. A. Geneste, 71, rue Molière, Lyon.
